

DES IDÉES POUR UNE EUROPE MEILLEURE

PARLEMENT EUROPÉEN
STRASBOURG, 9-11 MAI 2014

EYE2014 Rapport

Rapport élaboré par European Youth Press
avec les commentaires du Forum européen de la jeunesse

FR





Avant-propos	page 05
EYE2014: Des idées pour une Europe meilleure: le compte-rendu de EYE2014	page 07

I. Chômage des jeunes

- De nouvelles perspectives pour une génération bloquée
– Le compte rendu du European Youth Press page 11
- Penser hors du cadre – Ce que les jeunes participants proposent» page 15
- Des emplois de qualité pour tous – Le point de vue du Forum européen de la jeunesse page 16

II. Révolution numérique

- L'avenir de l'internet – Le compte rendu du European Youth Press page 19
- Penser hors du cadre – Ce que les jeunes participants proposent» page 25
- Façonner l'avenir de l'internet – Le point de vue du Forum européen de la jeunesse page 26

III. Futur de l'Europe

- Est-ce que la jeune génération peut faire mieux?
– Le compte rendu du European Youth Press page 29
- Penser hors du cadre – Ce que les jeunes participants proposent» page 35
- Une Europe plus forte et démocratique
– Le point de vue du Forum européen de la jeunesse page 36

IV. Développement durable

- Le commerce et les styles de vie durables
– Le compte rendu du European Youth Press page 39
- Penser hors du cadre – Ce que les jeunes participants proposent» page 43
- Les jeunes: la clé pour un futur durable
– le point de vue du Forum européen de la jeunesse page 44

V. Valeurs européennes

- Un acteur global - un acteur juste? – Le compte rendu du European Youth Press page 49
- Penser hors du cadre – Ce que les jeunes participants proposent» page 53
- Participation, inclusion et droits des jeunes
– Le point de vue du Forum européen de la jeunesse page 54

- Les idées d'aujourd'hui seront les actions de demain: page 57
- Faits et chiffres page 59





Avant-propos d'Anni Podimata et d'Othmar Karas

Vice-présidents du Parlement européen
chargés de la communication au cours de la
7e législature

La Rencontre des jeunes européens (EYE) a représenté un événement sans précédent. Pour la première fois de son histoire, le Parlement européen a ouvert ses portes à des milliers de jeunes venus de toute l'Europe et leur a demandé de présenter leurs idées sur l'Europe et son avenir. On peut dire, en quelque sorte, que les rôles ont été inversés: les députés européens ont écouté et ce sont les jeunes qui menaient le jeu.

De ces trois jours de débat est ressorti une large variété de contributions toutes animées par le désir du changement et de l'innovation. Nous sommes certains que ces idées peuvent être une source d'inspiration pour les députés nouvellement élus et aussi les députés réélus du Parlement européen. Nous sommes certains aussi que EYE a marqué le début d'un dialogue très fructueux avec les jeunes, et que ce n'était que la première EYE que le Parlement européen aura organisé. C'est maintenant aux députés nouvellement élus de prendre le relais et de poursuivre ce dialogue avec les jeunes.



Avant-propos de Klaus Welle

Secrétaire général du Parlement européen

EYE 2014 a rencontré un succès considérable. Les auteurs de ce rapport qui sont issus du European Youth Press ont résumé de façon remarquable l'étendue des idées que les jeunes participants ont voulu mettre en avant au cours de EYE.

Le succès de EYE doit beaucoup au leadership politique qui a porté l'initiative, aux services du Parlement européen qui ont permis sa réalisation, à nos partenaires, aux nombreux volontaires et aussi, bien sûr, aux participants eux-mêmes qui se sont engagés avec enthousiasme dans les programmes du début à la fin.

Un grand nombre de participants, interrogés en personne et en ligne, ont dit qu'ils pensaient que EYE devrait être une rencontre régulière. Le Parlement européen a entendu cet appel et a décidé de faire de EYE l'une des composantes régulière, continue et ouverte du dialogue entre les députés européens et les jeunes. EYE sera aussi une plate-forme pour les jeunes européens.



Dans l'attente de la cérémonie d'ouverture de EYE

EYE 2014: Des idées pour une Europe meilleure: Le compte-rendu de EYE2014

Une Europe meilleure? Près de soixante-dix ans ont passé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et, désormais, les pays européens se comportent non seulement comme des voisins respectueux et pacifiques, mais ils ont également construit un système politique commun qu'ils ont intégré dans leurs propres sociétés. Devons-nous toutefois considérer cette situation comme acquise? Quelles idées la génération actuelle de jeunes Européens a-t-elle pour les prochaines étapes du projet européen?

La Rencontre des jeunes européens (rencontre EYE), organisée par le Parlement européen en étroite coopération avec le Forum de la jeunesse européenne et neuf autres partenaires, s'est tenue à Strasbourg du 9 au 11 mai 2014. Cette manifestation a rassemblé plus de 5 500 jeunes âgés de 16 à 30 ans originaires de tous les États membres de l'Union européenne et d'autres pays afin de répondre à ces questions, d'échanger des idées et de débattre de leur vision d'une Europe meilleure. Plus de 200 activités y étaient proposées sous différents formats, auxquelles ont participé quelque 500 orateurs, modérateurs et animateurs, dont des députés au Parlement européen. Ces activités étaient articulées autour de cinq thèmes principaux: le chômage des jeunes, la révolution numérique, l'avenir de l'Union européenne, la durabilité et les valeurs européennes.

La diversité des formats a permis aux participants, aux orateurs et aux députés d'interagir librement et de manière constructive. Les auditions, les débats, les séances de questions/réponses, les ateliers et les divers jeux de rôle ont donné la possibilité aux participants de découvrir de l'intérieur les méthodes de travail de l'Union en tenant le rôle d'un député au Parlement européen.

Au cours d'une activité intitulée «Euroscola spécial», plus de 600 élèves des écoles européennes ont vécu une journée dans la

peau d'un député au Parlement européen. Ils ont pu poser des questions concernant leurs préoccupations quant à l'avenir de l'Europe, travailler au sein de commissions, présenter diverses propositions ayant trait à des questions allant de la citoyenneté active aux énergies renouvelables en passant par le chômage des jeunes, et voter non seulement sur des thèmes sensibles concernant entre autres le choix des langues devant être utilisées au Parlement et l'introduction de l'euro, mais aussi sur leurs propres propositions.

Des formats innovants intitulés «Idées mises à l'épreuve» et «Laboratoires d'idées» ont inversé la répartition classique des rôles: les responsables politiques, rompus à l'art de prendre la parole en public, devaient ici écouter des jeunes participants et endosser le rôle de «capteurs d'idées». Ces activités particulièrement



Introduction

fructueuses ont ainsi concrètement donné la possibilité à des jeunes de présenter leurs idées.

Par les jeunes, pour les jeunes

La rencontre EYE étant une manifestation ciblant les jeunes, il était essentiel que ces derniers et leurs organisations soient au cœur de sa planification et de sa conduite. Dès le début, le Parlement européen s'est associé au Forum européen de la jeunesse, plateforme des organisations de jeunesse en Europe, afin de veiller à ce que les jeunes soient au centre de l'événement.

Le Forum européen de la jeunesse a contribué à la rencontre EYE en organisant avec succès le «YO!Fest». Signifiant «Youth Opinion» (opinion de la jeunesse), le YO!Fest est le festival politique ouvert organisé chaque année par le Forum de la jeunesse, qui mêle des débats politiques, des ateliers et des activités avec des concerts et des activités culturelles et sportives accessibles gratuitement.

Partie intégrante de la rencontre EYE, le YO!Village était installé en face du Parlement et a prouvé qu'une autre approche de l'engagement politique est possible. Des organisations de jeunesse venues de tout le continent ainsi que des organisations de la société civile et des partenaires du monde de l'entreprise ont contribué au YO!Fest en organisant des activités et en tenant des stands interactifs, créant ainsi une atmosphère dynamique au sein du YO!Village. De la musique, du théâtre et des numéros de cirque en direct ont été proposés en parallèle de débats d'actualité animés consacrés à tout un éventail de questions allant de l'abaissement de la majorité électorale à 16 ans jusqu'à la discrimination multiple, en passant par l'impact du travail des jeunes et des coopératives de jeunes. Des activités éducatives informelles ont été organisées aux quatre coins du YO!Village afin d'inciter les participants et les visiteurs à découvrir les procédures et les campagnes européennes ainsi qu'à interagir

avec plus de 50 organisations présentes lors de la rencontre EYE.

De plus, bon nombre de groupes de jeunes participants à la rencontre EYE ont eu la possibilité de mettre sur pied leur propre atelier, voire d'y exécuter des prestations artistiques. Ces ateliers et prestations artistiques proposés par les jeunes (danse, concerts, pièces de théâtre, etc.) ainsi que plusieurs éléments du programme plus ludiques organisés pendant la rencontre EYE 2014 (tels que les activités du jeu numérique iDance ou les jeux de société Eurocracy et EuroCulture) ont permis aux jeunes participants d'interagir de manière moins formelle et plus créative au cours de la manifestation.

Une manifestation ouverte et sans exclusive

Étendre la résonance de la manifestation au-delà des participants officiellement inscrits comptait parmi les grands objectifs de l'édition 2014 de la rencontre EYE, et ce de sorte à permettre l'inclusion et la participation d'un public aussi divers que possible.

Grâce aux concerts gratuits du YO!Fest organisés au centre-ville de Strasbourg et dans le quartier du Wacken, la rencontre EYE a touché bien plus que les 5 500 participants, puisque ces concerts ont attiré 4 500 personnes supplémentaires au Parlement européen et au Forum de la jeunesse. Les concerts ont été le moyen d'attirer



La langue des signes à EYE 2014

la population locale de Strasbourg et les jeunes les moins engagés, et ont permis de motiver un certain nombre d'entre eux à participer à d'autres activités du YOIFest. De même, les activités et les représentations organisées par la ville de Strasbourg, un des partenaires officiels de la manifestation, ont aidé à rapprocher l'événement de la population locale.

Les jeunes qui n'ont pas pu participer physiquement à la rencontre EYE 2014 se sont vu offrir la possibilité de la suivre et d'y participer en ligne, grâce à sa présence virtuelle massive. De nombreux débats étaient retransmis en ligne ou disposaient d'écrans affichant les tweets, ce qui a fourni au public d'autres moyens de participer et permis aux personnes intéressées mais qui n'étaient pas présentes de poser des questions et d'exprimer leur avis. Des chaînes actives sur les médias sociaux ont également permis à ces discussions de se poursuivre après la fin des séances et même de la manifestation. Des sites internet et les médias sociaux ont fait office, avant, pendant et après la rencontre EYE, de vecteurs permettant d'aborder les préoccupations des jeunes. Ces derniers ont ainsi pu faire montre de leur engagement politique et faire entendre leur voix, ce qui a facilité l'interaction, non seulement entre eux, mais aussi avec des dirigeants européens. Pendant les trois jours qu'aura duré la manifestation, les mots-dièse #EYE2014 et #YOIFest ont généré plus de 12 000 tweets.

Des jeunes engagés en faveur de l'avènement d'une Europe plus prospère

L'objectif principal de la Rencontre des jeunes européens était de démontrer que les jeunes sont prêts à s'engager pour faire naître un avenir plus radieux dans lequel l'Union sera plus prospère, plus inclusive, plus innovante et plus durable, et qu'ils constituent une source précieuse d'idées sur les moyens d'y parvenir. Le partage d'idées a suscité un véritable enthousiasme pendant la rencontre EYE et de nombreux participants ont exprimé le souhait de s'impliquer davantage dans les processus décisionnels de l'Union. Peter



Matjašič, président du Forum européen de la jeunesse, a fait l'observation suivante:

«Les jeunes d'aujourd'hui sont trop souvent critiqués pour leur manque d'intérêt pour la politique et de motivation pour aller voter. Ce que nous avons observé ce week-end, pourtant, ce sont des jeunes de tous bords politiques ou sans conviction politique particulière se rassemblant et débordant d'intérêt, d'enthousiasme et d'idées brillantes. [...] Le fil rouge était le désir de ces jeunes de faire entendre leur voix haut et fort aux dirigeants européens.»

Le présent rapport résulte des efforts communs déployés par le European Youth Press et le Forum européen de la jeunesse pour recueillir les idées de ces jeunes et garantir qu'elles ne seront pas perdues. Il se fonde sur les contributions des reporters EYE qui ont couvert les diverses activités organisées pendant la manifestation.



Androulla Vassiliou, Commissaire chargée de l'Éducation, de la Culture, du Multilinguisme et de la Jeunesse s'exprimant sur le nouveau programme Erasmus+

Chômage des jeunes: De nouvelles perspectives pour une génération bloquée

Lors de la Rencontre des jeunes européens, il n'était pas difficile de trouver des personnes jeunes, qualifiées et au chômage. «Combien parmi vous sont actuellement sans emploi ou sous-employés?», a demandé Nazan Gödkemir, journaliste d'ARTE, modératrice de l'activité intitulée «Beat Box Europe – The art of staying». Plusieurs secondes se sont écoulées avant que les premières mains ne se lèvent. Bon nombre des personnes présentes étaient titulaires de diplômes universitaires de qualité, avaient passé des semestres à l'étranger, effectué des stages, travaillé à titre gracieux, parlaient plusieurs langues et étaient prêtes à travailler dans un pays qui n'est pas le leur. Pourtant, environ un tiers du public présent dans la salle a levé la main, ce qui signifie que ces personnes ont été en proie à des difficultés à trouver un emploi l'année passée ou sont actuellement au chômage.

Ces mains levées, et les histoires de ces personnes, reflètent le problème aigu du chômage des jeunes dans la zone euro, qui, d'après Eurostat, s'établissait à 22,9 % en février 2014. Au vu de ces chiffres, il importe de comprendre que l'ampleur et les raisons du chômage des jeunes varient tellement d'un État membre à l'autre qu'il est peu probable qu'une «réponse européenne» soit trouvée – avis qui s'est imposé lors de nombreux débats tenus pendant la manifestation. Avec un chômage des jeunes atteignant 56 % en Grèce, 49 % en Croatie, mais seulement 7,8 % en Allemagne (le taux le plus bas de tous les États membres), la cohorte des chômeurs n'est pas répartie équitablement à travers l'Europe.

Le chômage des jeunes dans l'Union européenne

Néanmoins, l'incidence du chômage des jeunes sur tous les pays européens est considérable, comme l'illustrent les exemples de l'Allemagne et de l'Espagne. Cette dernière, dont la situation a longuement été débattue au cours de la rencontre EYE, connaît une profonde modification de sa démographie, les jeunes quittant le pays afin de chercher du travail ailleurs. Eric Labuske, intervenant lors d'une table ronde

et militant de Juventud Sin Futuro (Jeunesse sans avenir), organisation œuvrant pour le développement de la jeunesse en Espagne, a constaté les effets de cette émigration de masse:

«Tout le monde quitte l'Espagne pour chercher une vie meilleure à l'étranger.» Il parlait d'expérience, ayant lui-même créé son entreprise en France plutôt qu'en Espagne: «En France, les coûts sont relativement bas, mais, en Espagne, il est impossible pour les jeunes de s'établir en tant que travailleurs indépendants, sauf s'ils sont riches», a-t-il expliqué.

L'Allemagne, pays au taux de chômage le plus bas, à l'économie florissante et constituant la promesse d'une vie meilleure pour beaucoup d'entre eux, est une autre destination populaire pour les jeunes Espagnols. Pour le moment, l'Allemagne a toutefois mis à l'arrêt l'un de ses programmes en faveur de l'emploi qui aide les personnes comme Eric Labuske à trouver du travail à l'étranger. Des centaines, peut-être des milliers, de jeunes originaires de pays de l'Union en proie à des difficultés économiques se sont retrouvés sans solution en Allemagne depuis que le gouvernement a discrètement cessé d'accepter les candidatures à un programme

Chômage des jeunes

intitulé «The Job of My Life», qui était censé durer jusqu'en 2018. L'échec de cette initiative, à court de crédits et submergée de candidatures provenant de toute l'Europe, montre que la migration ne constitue pas la véritable solution au chômage des jeunes. Il convient au contraire que les États membres prennent ces problèmes à bras-le-corps individuellement.

Comblent les pénuries de compétences

L'un des problèmes provient du fait que les systèmes éducatifs nationaux n'offrent tout simplement pas les formations permettant d'acquérir les compétences requises sur le marché du travail, ce qui entraîne la vacance de milliers de postes sur tout le continent du fait de pénuries chroniques de compétences. Les experts présents à la rencontre EYE ont prévenu que cette «inadéquation croissante des compétences» grève l'avenir des jeunes. Anna Ludwinek, de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Eurofound), a déclaré que les jeunes étaient avides de recevoir des orientations concernant les compétences dont ils ont besoin pour entrer sur le marché du travail:

«En réalité, les jeunes et les entreprises sont en phase lorsqu'il y a de mettre l'accent sur les compétences qui sont nécessaires, a-t-elle constaté. Ce sont toutefois les partenaires de l'éducation qui ne s'emparent vraiment pas de ce problème.»

Boryana Stancheva et Eva Parvanova, du Centre interuniversitaire européen bulgare roumain (BRIE), ont abordé cette question au cours de leur atelier. Elles souhaitent définir un cadre de référence des compétences communes favorisant l'employabilité (FORCES). Boryana Stancheva pense que le résultat pourrait bénéficier aux étudiants de toute l'Europe.

«L'objectif est d'élaborer un projet visant à recenser les compétences favorisant l'employabilité, de sorte que l'on ne s'en tienne pas à une description vague qui diffère d'un employeur à l'autre et que les étudiants sachent sur quoi travailler. Dans un monde idéal, nous estimons que ce cadre de

Des jeunes journalistes (EYMD) écoutant un panel



référence devrait même être intégré dans les cursus universitaires.»

D'autres, comme Catherine Trautmann, députée socialiste française au Parlement européen, estiment que la solution au problème des compétences réside dans la détermination d'objectifs éducatifs communs à toute l'Union:

«Ce qui importe, c'est que nous donnions la priorité à un certain nombre d'objectifs éducatifs communs à toute l'Union, en fonction de ce qui est requis pour l'insertion sur le marché du travail.»

Les décideurs politiques et les jeunes militants sont toutefois divisés quant à la voie à suivre pour combler les pénuries de compétences. Des voix sceptiques s'élèvent pour prévenir qu'il serait déraisonnable de trop attendre de l'Union en matière d'éducation et de formation. Mikkel Barslund, chercheur au Centre d'études de la politique européenne (CEPS), a déclaré qu'il existait des réticences à l'idée de partager les compétences en matière de politique d'éducation avec Bruxelles:

«Je pense que les gens se font des idées sur ce que l'Union peut faire dans ce domaine. Je ne ressens pas le désir dans les États membres de coopérer pour élaborer des politiques d'éducation.»

Programmes permettant d'acquérir davantage d'expérience

Se trouvant dans une situation où l'Union a trop peu d'impact sur l'éducation et où les États membres sont peu enclins à changer, les jeunes commencent à prendre les devants et à trouver eux-mêmes des solutions.

Le club de jeunesse d'Agros (Chypre), qui a animé un atelier interactif dans le cadre de la rencontre EYE, a recensé trois domaines clés dans lesquels les jeunes peuvent s'impliquer et ainsi multiplier leurs chances de trouver un emploi: les programmes européens, le volontariat et l'apprentissage tout au long de la vie.

«L'éducation est un outil très puissant, mais on ne trouve pas automatiquement un emploi dès la sortie de l'université. Tout le monde étudie à l'université de nos jours. La concurrence est donc très rude. Il est dès lors plus judicieux de chercher son domaine de prédilection, mais nous ne sommes pas assez formés à suivre cette voie et à trouver un emploi», a expliqué Alexis Orias du Royaume-Uni.

De nombreux ateliers et laboratoires d'idées de la rencontre EYE ont privilégié une approche ascendante, dans le cadre de laquelle les jeunes ont leur mot à dire sur la conception et le contenu des programmes éducatifs et professionnels. Sebastiaan Rood, représentant du Nationale Jeugdraad (conseil national de la jeunesse), estime que seul l'engagement des jeunes peut résoudre le problème:

«L'un des facteurs primordiaux est non seulement que les jeunes soient consultés, mais aussi qu'ils soient représentés dans les conseils d'administration des établissements éducatifs, car, actuellement, ils n'ont pas la capacité d'influer sur la structure des programmes.»

L'inclusion: un pan crucial des programmes de l'Union

Ces propositions pourraient sans doute aboutir à des réussites, mais il convient de garder à l'esprit que de telles politiques contribuent également

dans de nombreux cas à une stratification sociale. S'il est vrai que le volontariat contribue au développement personnel et permet une mise en réseau, de nombreux jeunes ne peuvent tout simplement pas se permettre un tel investissement en termes de temps et de ressources. Il en va de même pour Erasmus+, en ce sens que, bien souvent, la bourse ne couvre pas l'intégralité des coûts associés aux études ou au volontariat à l'étranger, de sorte que les participants doivent souvent être à la charge de leur famille. L'éducation entraîne nécessairement des coûts et, en cette période marquée par un chômage élevé et des baisses de salaire, de nombreuses familles peinent désormais à financer l'éducation de leurs enfants. Selon Jana Sikorska, membre slovaque du groupe de travail du Bureau d'organisation européen des syndicats d'élèves (OBESSU), le coût des voyages et des projets scolaires ainsi que du matériel didactique se montent souvent à plus de 1 000 euros par an. Comme Radka Pudilova l'a fait observer:

«Il est essentiel de penser à la manière dont nous pouvons nous assurer que les programmes et les possibilités offerts au sein de l'Union européenne soient le plus inclusif possible, sans quoi les jeunes devront simplement s'en remettre à la chance et aux relations pour trouver un emploi.»

L'accroissement de la numérisation dans tous les secteurs professionnels soulève une autre question relative aux compétences: que faire des personnes qui ne sont pas en mesure d'acquérir toutes les compétences précitées et qui, dès lors, sont incapables de faire face à un environnement de travail plus rapide et plus complexe? La Commission européenne a estimé qu'il y aurait près d'un million de postes vacants en Europe d'ici à 2015, étant donné que les employeurs ne parviennent pas à trouver suffisamment de personnel disposant de compétences numériques. D'après son tableau de bord de la stratégie numérique, plus de 100 000 nouveaux emplois «numériques» sont créés chaque année, mais le nombre de diplômés en informatique et de travailleurs disposant de compétences numériques ne suit pas le rythme. Les jeunes chômeurs surqualifiés ne

Chômage des jeunes

constituent qu'un aspect du problème et il ne s'agit peut-être même que d'un épiphénomène qui se résorbera avec le temps. L'enjeu délaissé des ouvriers spécialisés est potentiellement plus épineux, car ces derniers ne se voient plus offrir aucune possibilité sur les marchés du travail en Europe

Comprendre les inégalités sociales: une nécessité

Au cours de la rencontre EYE, de nombreux députés au Parlement européen n'ont cessé de mettre en garde les participants contre les dangers que représentent les partis extrémistes et de rappeler la nécessité de se rendre aux urnes, en oubliant qu'une bonne partie du groupe auquel ils s'adressaient n'était pas le public concerné. De manière générale, les participants à de telles manifestations s'intéressent d'ores et déjà plus à la politique que le citoyen européen moyen. De nombreux participants ont fait part de leur frustration concernant le caractère désespéré de leur situation et Mercedes Ozslanczi, une participante hongroise, a déclaré:

«Même si nous disposons de certaines solutions, telles que la garantie pour la jeunesse et les services fournis aux étudiants par les universités, je ne vois tout simplement pas le bout du tunnel. Malgré tout, les participants à la rencontre EYE comptent tout de même parmi les plus privilégiés de leur génération.»

L'Union européenne offre toute une gamme de programmes destinés aux étudiants, aux jeunes travailleurs et aux jeunes entrepreneurs, mais, alors que la crise perdure, il importe de ne pas oublier ceux qui sont plus sensibles aux slogans simplistes des partis extrémistes. Ainsi, la lutte contre le chômage des jeunes nécessitera de comprendre l'accroissement des inégalités sociales au sein et entre les États membres de l'Union, plutôt que de s'appesantir sur un éventuel manque de compétences de la part des uns ou des autres.

Bien que la hausse du chômage soit pour une bonne part à mettre au compte de la

Les démonstrations d'art du cirque réalisées par la Fédération européenne des écoles professionnelles du cirque (FEDEC)



récession de 2008, elle s'est poursuivie même après l'apaisement relatif des turbulences économiques. Afin non seulement de trouver des solutions, mais aussi de prévenir le chômage des jeunes à l'avenir, il est nécessaire d'acquérir une meilleure compréhension du problème.

Agne Paksyle (de nationalité lituanienne) estime que le problème majeur réside dans l'absence de concertation entre les gouvernements, les systèmes éducatifs, les employeurs et la jeunesse.

«Un immense fossé sépare les éducateurs des employeurs, ce qui crée une inadéquation entre les compétences dont les demandeurs d'emploi disposent et les aptitudes que les employeurs leur demandent de posséder. Les écoles et les universités fournissent aux étudiants des connaissances théoriques, mais ne leur apportent pas d'expérience de terrain. Je suggère de créer un système d'information complet, facilement accessible et compréhensible, qui fournisse aux jeunes toutes les informations nécessaires: perspectives de carrière, perspectives d'emploi, demande sur le marché du travail, satisfaction des employeurs à l'égard des diplômés de divers programmes», a-t-elle expliqué.

Penser hors du cadre – Chômage des jeunes

Voici quelques exemples des idées présentées et discutées par les jeunes participants au cours du EYE

Un nouveau plan Marshall pour l'Europe

Plan de relance allant jusqu'à de 2 % du PIB de l'Union destiné à soutenir les jeunes et à la création de nouveaux emplois.

Investissements publics

Soutien de l'Union à la recherche et à la création d'emplois dans le domaine de l'économie verte.

Bourses d'études

Accès à une éducation formelle et informelle gratuite et de qualité pour tous. Des bourses d'études couvrant l'intégralité des frais, notamment pour les enfants des familles à bas revenus

Revenu de base:

Versement d'un revenu de base sans condition de la naissance à la mort. Mise en place de salaires minimaux comparables dans tous les pays de l'Union.

Mobilité

Accroissement de la mobilité de la jeune génération grâce à un apprentissage linguistique plus approfondi et de meilleure qualité, une année d'échange obligatoire pour tous les Européens pendant le lycée, un financement conséquent des échanges d'étudiants, une meilleure reconnaissance des diplômes et des certificats et un encouragement des échanges entre les entreprises dans toute l'Union afin de permettre aux jeunes Européens d'acquérir les compétences interculturelles et linguistiques dont ils ont besoin pour faire face à la concurrence dans une économie mondialisée.

Systèmes éducatifs

Harmonisation des cursus éducatifs dans toute l'Union, définition d'objectifs éducatifs communs à toute l'Union et instauration de parcours éducatifs en alternance dans toute l'Europe qui créent des liens plus directs entre l'éducation et les marchés de l'emploi.

Base de données pour les stages

Base de données européenne centralisée pour les stages (avec un retour d'information et une fonction d'évaluation afin de communiquer et de comparer la qualité des possibilités de stage).

Incitations financières

Dégrèvements pour les entreprises qui emploient des jeunes âgés de moins de 25 ans, réductions d'impôts pour les petites et les moyennes entreprises.

Égalité

Pénalisation de toutes les formes de discrimination (race, genre, âge, etc.) de la part des employeurs.

Investissements publics

Meilleur soutien apporté aux jeunes entrepreneurs et aux nouvelles coopératives (réductions d'impôts ou conseils stratégiques, par exemple).

Des emplois de qualité pour tous

– Commentaire du Forum européen de la jeunesse

En février 2014, environ 5,4 millions de jeunes âgés de moins de 25 ans étaient au chômage au sein de l'Union, soit un taux de chômage des jeunes s'établissant à 22,9 %¹. La crise du chômage des jeunes a eu une lourde incidence sur les jeunes et les sociétés dans lesquelles ils vivent. Les jeunes sont confrontés à une hausse du taux de pauvreté et d'exclusion sociale et ils sont de plus en plus susceptibles d'occuper des emplois précaires et de piètre qualité. 42 % des jeunes travailleurs en Europe disposent de contrats temporaires, contre 11 % des travailleurs adultes². De plus, les jeunes sont souvent victimes de préjugés et de discriminations sur le marché du travail. Dans certains États membres de l'Union, les jeunes n'ont pas le même droit à un salaire minimum et à la protection sociale que la population plus âgée.

Les réponses apportées à la crise du chômage des jeunes ne devraient pas se limiter à une approche postulant que n'importe quel emploi fera l'affaire. Les droits à un emploi décent et à la protection contre le chômage sont des droits fondamentaux et il est essentiel que les jeunes puissent trouver un emploi de qualité qui leur permette de participer pleinement à la société, tout en garantissant leur autonomie.

Le chômage des jeunes lors de la rencontre EYE

Le chômage des jeunes est sans conteste l'enjeu qui a été le plus largement débattu lors de la rencontre EYE. La réalité à laquelle sont confrontés les jeunes lorsqu'ils entrent sur le marché du travail n'a rien d'enviable. Ils ont proposé toute une série d'idées pendant la rencontre EYE en vue de remédier à la crise du chômage qui les touche. Ces idées allaient d'un

«nouveau plan Marshall pour l'Europe» destiné à créer six millions d'emplois pour les jeunes à la reconnaissance officielle de l'éducation informelle, en passant par une protection sociale garantie pour les entrepreneurs. L'accent a également été mis sur les outils numériques permettant d'accroître la mobilité ainsi que sur l'accessibilité des services de garde d'enfants de sorte à garantir à tous l'égalité des chances.

Forum européen de la jeunesse et chômage des jeunes

Le Forum européen de la jeunesse milite en faveur d'une action de l'Union sur les points suivants afin de tenter d'inverser la courbe du chômage des jeunes:

• Investissements dans la création d'emplois

Le Forum européen de la jeunesse soutient des idées tendant à abandonner l'austérité pour mettre en œuvre des mesures à l'échelle européenne et nationale propres à stimuler une croissance génératrice d'emplois, fondée sur des normes sociales et environnementales. Les mesures d'austérité récentes ont non seulement échoué à résoudre la question du chômage des jeunes, mais des études montrent également qu'elles ont en réalité aggravé la situation et mis l'avenir de toute une génération en danger.

• Emplois de qualité

Les jeunes Européens ont le droit à des emplois stables et de qualité. Un emploi de qualité suppose le droit à la protection sociale, la stabilité de l'emploi, un salaire minimum non discriminatoire ainsi que des conditions de travail satisfaisantes et sûres. Des stages de qualité peuvent constituer un premier pas

vers des emplois de qualité. À cet égard, les États membres, s'étant mis d'accord sur une recommandation insuffisante laissant la place à des abus du système des stages, manquent à leurs devoirs envers les jeunes.

• Garantie pour la jeunesse

Le Forum européen de la jeunesse reconnaît que la garantie pour la jeunesse peut représenter une grande chance pour les organisations de jeunesse, les partenaires sociaux, les organisations de la société civile ainsi que les décideurs politiques européens, nationaux et régionaux leur permettant de présenter une stratégie globale propre à remédier au chômage des jeunes. Cependant, pour qu'elle soit pleinement mise en œuvre, des investissements considérables sont nécessaires et les 6 milliards d'euros prévus sont insuffisants³.

• Entrepreneurat des jeunes

Le Forum européen de la jeunesse estime que les jeunes méritent d'avoir la possibilité d'influer positivement sur la société et de se créer un avenir stable au moyen de l'entrepreneuriat. Cependant, les jeunes sont souvent désavantagés et ne peuvent pas se permettre les bas revenus et les horaires de travail irréguliers qu'implique la phase de démarrage d'une micro-entreprise. Il convient de mettre les ressources et le soutien nécessaires à la disposition des jeunes entrepreneurs.

• Reconnaissance de l'éducation informelle

Enfin, selon le Forum européen de la jeunesse, l'éducation informelle a également un rôle essentiel à jouer dans la préparation des jeunes au marché du travail. La participation des organisations de jeunesse est particulièrement précieuse dans le développement du capital

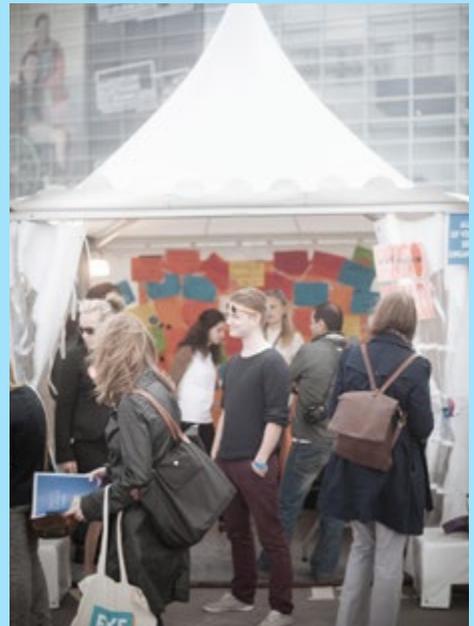
social et dans la création de nouveaux parcours professionnels, notamment pour les jeunes qui ne travaillent pas, ne font pas d'études et ne suivent pas de formation («NEET»), les décrocheurs et les jeunes migrants⁴. L'expérience obtenue dans les organisations de jeunesse et les compétences acquises au moyen de l'éducation informelle doivent être mieux reconnues par les employeurs et les prestataires de services d'éducation formelle.

¹ http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/3-01042014-AP/EN/3-01042014-AP-EN.PDF.

² Institut syndical européen, *Benchmarking Working Europe 2012*, ETUI, Bruxelles.

³ OIT (2012), *Eurozone job crisis: Trends and Policy responses*, Institut international d'études sociales, Genève.

⁴ Étude commandée par le Forum européen de la jeunesse sur l'incidence de l'éducation informelle dispensée dans les organisations de jeunesse sur l'employabilité des jeunes: http://issuu.com/yomag/docs/reportifl_print.





Séance photo au laboratoire «Médiaux sociaux» de EYE

Révolution numérique L'avenir de l'internet

Le début du XXI^e siècle a été caractérisé par une prédominance sans cesse croissante de l'usage des technologies numériques dans chaque aspect de notre vie; sur un plan individuel, cela s'applique aux études, aux activités professionnelles et aux loisirs, mais s'étend aussi aux États nations, aux organisations internationales et aux institutions. Toutefois, le fait que la technologie ait imprégné à ce point notre pensée, notre mode de vie et notre culture a conduit certains à mettre en doute notre rapport à elle.

Sommes nous à la merci de la technologie? Sommes nous sous le contrôle d'autres personnes en raison de la technologie que nous utilisons? Que deviennent les données que nos appareils recueillent sur nous? Il est admis que les nouvelles technologies sont censées changer notre vie de différentes manières, comme cela a été le cas pour la médecine, les transports et la communication au cours du XX^e siècle. Dans le cas de la communication, les méthodes écrites existent, bien entendu, depuis des millénaires, mais la popularité des innovations telles que les médias sociaux et la vitesse à laquelle elles se répandent ont pris le contrôle de la vie des gens et donné un nouveau sens au mot «révolution».

Dans quelle mesure cette révolution numérique est-elle enracinée dans la société? Tentons une optique positive: la révolution numérique pourrait-elle faire avancer les célèbres idéaux de la révolution française de 1789 «Liberté, égalité, fraternité»?

Liberté

L'individu contre le système, la technologie contre le contenu: ces débats ont lieu sur l'internet et ailleurs, puisque l'internet n'est plus un espace passif. De nos jours, les utilisateurs sont des consommateurs mais aussi des contributeurs qui diffusent l'information vers un public international. L'internet offre d'innombrables possibilités démocratiques de communication

qui n'est pas régie par des frontières physiques mais par des intérêts partagés. Cette liberté est mise à mal par des acteurs qui ambitionnent d'utiliser les informations des utilisateurs recueillies par les plateformes de médias sociaux, les comptes de messagerie électronique et les blogs personnels.

Selon le Petit Robert, la «liberté» a plusieurs définitions: c'est «le pouvoir d'agir, au sein d'une société organisée, selon sa propre détermination» et «le pouvoir d'agir sans contrainte». Dans cette optique, les sujets qui ont bénéficié d'une attention toute particulière lors de la rencontre EYE pour ce qui est de la liberté numérique des individus, sur l'internet et ailleurs, sont les suivants:

Contrôle des représentants du pouvoir

L'internet a sans nul doute créé un espace pour un journalisme citoyen indépendant, une forme de communication fréquemment utilisée par les membres de la société civile. Un exemple souvent cité est l'utilisation des médias sociaux lors du printemps arabe de 2010; dans ce cas, l'importance des plateformes de médias sociaux dans la diffusion des informations et des opinions de la population a été mise en évidence dans de nombreux pays. Aussi, les médias sociaux sont souvent perçus comme des facilitateurs de la liberté d'expression dans les pays non

démocratiques et, par conséquent, souvent soutenus par les sociétés démocratiques.

La NSA et la protection des données

Le débat le plus animé, qui porte sur la liberté individuelle des utilisateurs de l'internet, a débuté l'année dernière, lorsque le lanceur d'alerte Edward Snowden a précipité le scandale des programmes de surveillance de la NSA. Depuis, la question de la protection des données a fait l'objet de larges discussions à différents niveaux. Plusieurs propositions ont été soumises à la Commission européenne en vue d'entreprendre une réforme de la protection des données d'ici la fin de 2014, appelant au droit des citoyens à l'effacement de leurs données et au droit d'accès à celles-ci.

Le scandale de la NSA s'est avéré une question politiquement sensible. Bien que certains dirigeants européens aient fait pression en faveur d'une réponse politique forte et unie face aux États Unis, les évolutions sur le plan national et international traduisent des tendances assez différentes. À titre d'exemple, et malgré le discours de l'Union (qui soutient principalement le droit des citoyens européens à la vie privée), la France, l'Allemagne, le Royaume Uni et plusieurs autres pays européens mettent eux-mêmes en œuvre des programmes de surveillance de masse.

Le 12 mars 2014, le Parlement européen a approuvé la proposition de règlement de la Commission européenne sur la protection des données par 621 voix pour et 10 contre. La principale question «Comment préserver la vie privée tout en permettant aux autorités de remplir leur rôle?» reste néanmoins en suspens. Les caméras de surveillance et l'observation contribuent à la lutte contre le terrorisme et la grande criminalité, comme ce fut le cas lors des récentes attaques à Boston. Toutefois, une étude au Royaume Uni a montré que ces caméras n'ont que peu d'effets sur le taux global de criminalité.

Ce sujet a été largement débattu lors d'une table ronde intitulée «Œil de lynx – les gros volumes de données sous surveillance?» dans le cadre

Prenant la parole au cours d'une session



de la rencontre EYE. L'une des conclusions principales de cette discussion était que les gros volumes de données constituent une sorte de nouvelle devise qui sert à régler une prestation de services; les utilisateurs ont un accès gratuit à des services de messagerie électronique ou de médias sociaux, mais donnent en échange leurs données personnelles. Selon Carl Fridh Kleberg, correspondant international auprès de l'agence de presse suédoise TT et participant à la table ronde,

«Vous ne payez pas pour des services fournis sur l'internet car vous n'êtes pas le client, vous êtes le produit.»

Les participants à la rencontre EYE ont fermement exprimé leurs opinions sur l'importance de la protection des données. Lors du jeu de rôles de simulation d'une séance plénière du Parlement intitulé «Duel numérique», cette question n'a cessé d'être soulignée par les participants comme l'un des droits les plus importants des citoyens de l'Union.

«La protection des données est fondamentale; il s'agit d'une condition indispensable pour la sécurité de nos citoyens ainsi que pour leur droit au respect de la vie privée. Une meilleure protection des données renforcera la confiance des citoyens envers le marché numérique, ce qui donnera un coup d'accélérateur à notre économie», a déclaré Constance, une participante jouant le rôle de représentante du groupe «Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe» lors de la simulation.

Technologie contre contenu

Au cours du laboratoire d'idées intitulé «Le meilleur des mondes en ligne», un groupe d'étudiants diversifié ont partagé leurs idées sur la question de la «révolution numérique». Une grande partie de leurs critiques s'est portée sur les organisations internationales et leur manque de politiques claires en matière de protection de la vie privée.

Selon les étudiants, la «révolution numérique» devrait être définie tant par rapport à la situation actuelle qu'aux conséquences éventuelles des évolutions ultérieures pour l'avenir. À titre d'exemple, un utilisateur de Twitter ne devrait pas se soucier de la vitesse à laquelle ses messages sont diffusés de par notre communauté mondialisée, mais plutôt se concentrer sur l'utilisation de Twitter à des fins de débats politiques et sur la manière dont cela va changer notre conception du débat à l'avenir. La prochaine génération n'associera pas un débat avec une conversation de trois heures. Aussi, devrions-nous considérer les innovateurs comme responsables du «bon» ou du «mauvais» usage de leurs applications? Leurs technologies ne sont pas accompagnées d'un manuel, et c'est normal. La protection de la liberté d'expression demeure d'une importance cruciale pour la société démocratique.

Construire des villes intelligentes

Parmi les aspects de la liberté figurent les «villes intelligentes», un concept encore très méconnu. Le terme «ville intelligente» est utilisé pour

définir les liens entre les services publics en vue d'augmenter l'efficacité et de renforcer les économies. En effet, tous les habitants d'une ville sont concernés par cette question, que ce soit en matière de transports, d'administration, d'utilisation de l'eau ou de l'électricité, etc. Petit à petit, les villes se transforment en «villes intelligentes» par l'intermédiaire de la technologie numérique. Selon Ska Keller, députée au Parlement européen pour le groupe des Verts/ALE,

«Les «villes intelligentes» ne sont certainement pas dangereuses; au contraire, elles créent tout un éventail de nouvelles opportunités et possibilités. La question qui se pose a plus trait à sauvegarder la protection des données là où c'est important.»

Le processus de création de villes intelligentes semble attractif et adapté à nos sociétés modernes, mais il ne fait aucun doute qu'une telle évolution doit être contrôlée, en raison du danger inhérent de la perte ou du vol de données.

Égalité

La révolution numérique offre également la possibilité d'une égalité accrue en matière d'opportunités et de communication. Les plateformes numériques gratuites peuvent faciliter la participation démocratique et encourager les citoyens à exprimer leurs points de vue sur différents sujets. La mise en place de systèmes de vote électronique pourrait être une solution.

«Parfois nous sommes trop paresseux pour nous déplacer vers le bureau de vote, ou bien nous travaillons toute la journée et ne pouvons tout simplement pas voter, même si nous le souhaitons. De nos jours, il est possible d'accomplir plusieurs tâches dans un environnement en ligne sécurisé, comme des opérations bancaires. Les pays européens devraient donc rendre possible le vote en ligne ou par smartphone, même si l'on est à l'étranger», a



Des jeunes députés en train de discuter avec les participants les «villes intelligentes» de leurs rêves

Révolution numérique

déclaré Jean-François Gérard, journaliste chez ARTE, lors de la cérémonie de clôture.

Cela étant, pour y parvenir, les questions de l'accès et de l'apprentissage pour tous doivent être traitées. En outre, la question de la collecte des données a des répercussions non seulement sur la question de la liberté mais aussi sur l'égalité des droits.

Fossé en matière de compétences numériques

Le défi auquel font face aujourd'hui les enseignants et les gouvernements n'est autre que le fossé en matière de compétences numériques, puisque les personnes de certaines générations ou groupes sociaux sont exclues de l'apprentissage de la navigation sur l'internet et de l'utilisation des systèmes numériques. Stephen Clark, directeur pour les relations avec les citoyens au sein de la direction générale de la communication au Parlement européen, constate une fracture générationnelle chez les personnes qui ont grandi sans la technologie, même s'il s'empresse d'ajouter que cette divergence culturelle n'est pas automatiquement synonyme d'incapacité à apprendre et à s'adapter.

Étroitement liée au fossé en matière de compétences numériques se retrouve l'idée que l'accès à l'internet est un droit fondamental, ses défenseurs affirmant que cet accès est essentiel pour aider à garantir la liberté d'expression; en

2010, la Finlande a été le premier pays dans le monde à faire de l'accès au haut débit un droit juridique pour chaque citoyen.

Enseignement: l'avenir est-il sur l'internet?

À l'instar de nombreuses autres fonctions des institutions publiques, l'enseignement est de plus en plus déplacé vers le monde de l'internet. L'idée de cours en ligne et ouverts à tous permet à des étudiants du monde entier de choisir les cours et l'emploi du temps, d'évaluer la pertinence du contenu avec souplesse et d'avoir un accès gratuit et constant au matériel didactique.

Les ressources éducatives ouvertes et les cours en ligne ouverts à tous ont récemment été présentés à grand renfort de publicité comme la nouvelle tendance qui rendra l'enseignement plus accessible à chacun. Les participants à la rencontre EYE se sont réunis pour discuter de l'éventualité de ce type de cours. Tandis que le chiffre des étudiants dans l'enseignement supérieur a atteint les 200 millions et que l'on prévoit un chiffre de 400 millions en Europe d'ici 2030, l'objectif pour les années à venir est vraisemblablement la création d'opportunités pour un développement continu.

La plupart des participants se sont principalement demandé si le libre accès aux cours de l'enseignement supérieur pouvait améliorer leurs perspectives d'emploi et si ces cours pouvaient proposer un enseignement de qualité. Les discussions n'ont pas débouché sur des réponses définitives à ces questions, mais le manque de compétences numériques, les défaillances des équipements et l'orientation vers les TIC dans les systèmes d'enseignement des États membres ont été qualifiés par les participants comme étant les principaux défis pour le développement des cours en ligne ouverts à tous.

Lutte contre la criminalité par la collecte des données personnelles?

La cybercriminalité a indéniablement changé le droit, non seulement au niveau des États



Des participants expérimentent la machine iDance ou comment le fitness peut s'allier avec les technologies

Rapporteur qui expose les idées d'un atelier EYE à la plénière de clôture



identité européenne unifiée, une lecture entre les lignes peut révéler quelques idées :

«Pendant des décennies, les développeurs de jeux et les joueurs ont considéré les jeux vidéo comme une activité ludique. Inévitablement, les plus sceptiques n'ont cessé de répéter que les jeux vidéo ont créé une génération de jeunes coupés du monde, antisociaux et agressifs», a déclaré le consultant en conception de jeux Konstantin Mitgutsch. *«Aujourd'hui nous nous tournons vers le développement de jeux vidéo éducatifs qui vous font bouger, réfléchir et éviter les conflits. Nous développons des jeux vidéo qui ne sont pas simplement ludiques, mais qui pourraient devenir une étape révolutionnaire dans le domaine de l'enseignement et influencer la société de manière positive»,* a-t-il ajouté.

Un véritable dialogue entre les responsables politiques et les citoyens?

Les solutions numériques pourraient-elles rassembler différents groupes de personnes et ainsi faciliter la cohésion sociale? L'Union paraît abstraite et distante à plusieurs citoyens de l'UE, qui ne ressentent pas son influence dans leur vie de tous les jours.

«Le but des plateformes numériques actuelles est de transmettre un message, et non de dialoguer. GovFaces utilise le pouvoir des médias sociaux pour connecter les citoyens et les responsables politiques. Ces derniers ont des comptes sur Facebook et sur Twitter où ils s'expriment et affichent des photos, mais il n'y a pas d'interaction. Par contre, sur GovFaces, ils ne peuvent pas transmettre des messages, mais

uniquement interagir», selon Connor Sattely, directeur général des opérations de GovFaces.com.

Au sein de cette plateforme, chaque responsable politique a un profil et les citoyens affichent des questions, des idées ou des propositions, qui peuvent être soit adoptées soit rejetées. Le politique peut ensuite répondre aux questions par un message écrit ou une vidéo. Actuellement, les personnalités politiques qui utilisent cette plateforme d'interaction avec les citoyens sont au nombre de 45.

Dans une communauté mondiale en constante évolution où tout le monde est plongé dans des données, où les informations voyagent à l'autre bout du monde en quelques secondes et où des personnes de continents différents peuvent se connecter entre elles à l'aide d'un simple clic de souris, l'impact que peut avoir l'internet sur l'avenir de notre monde figure en première place des priorités de l'Union européenne.

«Je considère que, par l'intermédiaire d'espaces virtuels, les jeunes Européens peuvent communiquer leurs idées librement, indépendamment de leur lieu de résidence», a déclaré Bénédicte King de l'Initiative de Ludwigsburg.

Selon elle, le système de communication en ligne de plus en plus puissant pourrait servir de pont entre différentes cultures, idées et personnes à travers l'Europe, et commencer à façonner l'avenir de l'Europe en collaboration avec les jeunes qui seront les responsables de demain.

Penser hors du cadre – Révolution numérique

Voici quelques exemples des idées présentées et discutées par les jeunes participants au cours du EYE

Droits numériques

Les droits des utilisateurs de l'internet devraient être de portée mondiale et égaux, et l'égalité en matière d'information ainsi que le droit à la vie privée et à la protection des données devraient faire partie des droits fondamentaux.

Zones sans presse

Création de zones sans presse, afin de pouvoir se couper des technologies informatiques.

Apprentissage numérique

Enseignement des compétences numériques et sensibilisation en matière de droits numériques et de confidentialité des données à l'école pour faire émerger une génération d'experts numériques aux multiples compétences.

Investissements

Plus d'investissements dans les nouvelles technologies numériques européennes et financement par l'Union des ONG travaillant au renforcement de la protection des données.

Constitution numérique:

Nous avons besoin d'une convention européenne pour l'avenir numérique, constituée de citoyens et de représentants de toutes les sphères de la société et de tous les pays de l'Union, en vue de créer une constitution numérique. Cette constitution devrait fixer les droits exécutoires dont devraient bénéficier les individus en matière de communication numérique, notamment le droit d'accès et le droit d'entreprise, mais également le droit à la vie privée et à la protection des données. En outre, elle devrait fixer les principes d'une véritable infrastructure européenne en matière de technologies de l'information.

Innovation technique

Davantage d'innovation et de coopération à l'échelle de l'Union dans le domaine de la sécurité sur l'internet et des technologies en nuage. Soutien à la création d'un indicateur de risque de piratage ainsi que d'un programme antivirus européen à bas prix, voire gratuit.

Vie privée et protection des données

Création d'une Agence de Protection Des Citoyens Européens (ECPA), chargée de garantir les droits des citoyens de l'Union à la sécurité et à la protection de la vie privée sur l'internet! L'Europe devrait être le leader numérique mondial, fort d'une expertise dans la protection de la vie privée et la sécurité et privilégiant ce domaine, tout en mettant en place des normes de sécurité plus strictes pour les producteurs de logiciels et de matériel informatique.

Wi-Fi pour tous

Wi-Fi et internet libres et gratuits partout et pour tous.

Accès libre

Accès libre aux publications de connaissances et de recherche, soutien aux logiciels ouverts (open source) et à la culture gratuite (films, musique, jeux).

Transparence

Création d'une chaîne d'information de l'Union indépendante pour plus de transparence.

Façonner l'avenir de l'internet

– Commentaire du Forum européen de la jeunesse

Les jeunes citoyens européens sont parmi les utilisateurs de l'internet et des nouveaux médias les plus connectés et les plus compétents dans le monde. Dans plus de 25 pays, la pénétration de l'utilisation de l'internet chez les jeunes dépasse 95 %, tandis que 63 % des personnes âgées de 16 à 24 ans utilisent déjà l'internet mobile⁵. Les jeunes sont devenus le groupe cible le plus intéressant pour les fournisseurs d'internet et de contenu, et l'un des groupes les plus actifs qui produisent et relaient les informations à l'aide des nouveaux médias. Un accès fiable et rapide à l'internet, le droit à la vie privée et à la protection des données, la liberté d'expression et la participation citoyenne: voilà quelques-unes des problématiques exprimées par les jeunes et les organisations de jeunesse en Europe ces dernières années.

La rencontre EYE fut une occasion de discuter de la «révolution numérique» et de profiter de cet événement comme moteur pour le lancement de processus décisionnels relatifs à l'avenir de l'internet auprès des jeunes Européens. Les 5 500 jeunes présents à Strasbourg ont été rejoints par des centaines d'Européens connectés en ligne.

Une rencontre EYE numérique de bout en bout

La rencontre des jeunes Européens EYE a été conçue sous un format participatif numérique de bout en bout. En effet, avant, pendant et après l'événement, les participants ont pu interagir et proposer des idées à l'aide d'outils numériques. En outre, les profils du Parlement européen et du Forum européen de la jeunesse sur les médias sociaux ont lancé une discussion en direct pendant l'événement afin de permettre la participation des jeunes qui n'ont pas pu se déplacer à Strasbourg.

Les jeunes ont eu l'occasion de partager leurs visions de la révolution numérique pendant les trois jours de la rencontre EYE. Les participants ont débattu du pouvoir des médias sociaux dans le lancement de processus politiques et en faveur d'une participation accrue des citoyens, ainsi que des questions complexes des gros volumes de données en tant que devise moderne et de l'impact sur les droits des utilisateurs de l'internet.

Le Forum européen de la jeunesse et la révolution numérique

La gestion de la révolution numérique, un domaine extrêmement complexe et en constante évolution, est un énorme défi, mais le Forum européen de la jeunesse s'est engagé à le relever. L'Union européenne doit adopter une approche volontariste dans le domaine des communications, afin de garantir que les droits de ses citoyens soient protégés et que sa politique en la matière soit pertinente et d'actualité. Plus précisément, le Forum européen de la jeunesse met l'accent sur les éléments suivants:

• Une approche fondée sur les droits

Le développement d'une nouvelle politique dans le domaine des médias et de la gouvernance de l'internet doit être un processus axé sur l'utilisateur et se concentrer sur les valeurs démocratiques, la liberté et les droits de l'homme, tout en offrant les mêmes opportunités à tous sur la Toile.

• Une démarche horizontale et globale

La révolution numérique ne devrait pas se concentrer uniquement sur la «numérisation» de chaque Européen, mais également sur la création d'écosystèmes de l'innovation à la recherche

de solutions à long terme aux problèmes les plus urgents des jeunes. Le développement d'une politique de l'internet fiable à l'échelle européenne constitue la première étape d'aide à la création d'outils qui permettront aux jeunes et aux organisations de jeunesse d'élaborer, ensemble, des projets constructifs.

• Participation des organisations de jeunesse

Les jeunes et les organisations de jeunesse ont un rôle à jouer en faveur de la défense de leurs droits en ligne et ailleurs. Ils devraient donc être reconnus en tant qu'acteurs importants du processus de discussion des règles régissant la politique en matière d'internet et de nouveaux médias. Les organisations de jeunesse apportent une voix particulière et jeune dans les débats en cours.

• Des solutions numériques face aux problèmes urgents de la jeunesse

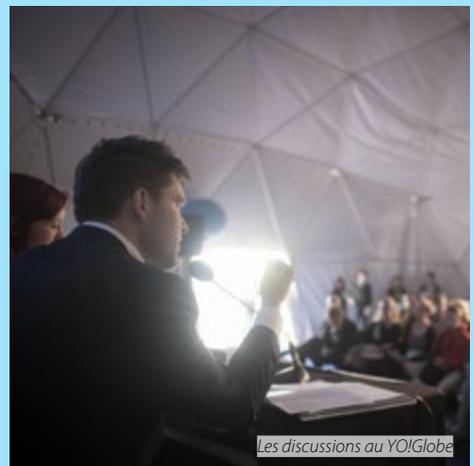
Des emplois et un enseignement de qualité et, d'une manière générale, une plus grande autonomie et une plus forte intégration dans la société devraient guider les priorités de la stratégie numérique à l'échelle européenne et nationale. En matière d'emploi, les nouveaux médias et technologies de l'information jouent un rôle prépondérant pour encourager l'innovation et l'entrepreneuriat des jeunes. L'enseignement a également été reconnu comme facteur principal pour l'intégration des nouveaux médias et de l'internet dans notre vie.

• Nouveaux médias et éducation informelle

L'enseignement est de plus en plus reconnu comme étant le facteur principal de l'intégration

des nouveaux médias dans notre vie. Toutefois, l'accès à l'internet est soit inexistant soit insuffisant dans plusieurs écoles publiques en Europe. Le Forum de la jeunesse considère que des réformes relatives à l'apprentissage en ligne, à l'accès aux technologies numériques dans les écoles, aux livres et matériels didactiques électroniques ainsi que l'intégration des nouveaux médias dans les cursus éducatifs, sont essentielles afin de garantir que les générations actuelles et futures soient à même de relever les défis de la société dans laquelle elles vivent. Les organisations de jeunesse devraient notamment encourager les compétences en matière de médias numériques chez les jeunes par l'intermédiaire de l'éducation informelle.

¹Tableau de bord de la stratégie numérique 2013 <http://ec.europa.eu/digital-agenda/sites/digital-agenda/files/DAE%20COREBOARD%202013%20-%20%205%202013%20217%20FINAL.pdf>.





Future de l'Europe: est-ce que la jeune génération peut faire mieux?

L'Union européenne est en constante évolution, comme elle l'a toujours été depuis sa création. Les participants à la rencontre EYE ont été invités à prendre part à des discussions, à des tables rondes, à des jeux de rôles et à de nombreuses autres activités, avec pour objectif d'examiner ce que l'avenir réserve à l'Union.

Lorsque le projet européen a été fondé en 1952, le rêve de Robert Schuman était de le voir se transformer en une Union profondément intégrée. Il était – et il est toujours – toutefois impossible de prévoir tous les défis subséquents. Au cours d'une séance «Idées mises à l'épreuve» visant à sensibiliser des citoyens sur la nécessité de trouver un équilibre entre la démocratie et l'efficacité, les jeunes lanceurs d'idées et les décideurs politiques se sont retrouvés pour discuter d'éventuelles réformes dans le cadre de l'intégration européenne. L'une des questions les plus importantes au programme était de savoir comment les jeunes et les personnes appartenant à des groupes marginalisés pourraient être pris en compte dans la législation européenne.

La politique européenne est-elle élitiste?

Monika Kalinowska, une jeune participante polonaise, a attiré l'attention sur la question de la professionnalisation de la politique et de l'idée largement répandue que la politique européenne est, selon ses mots, réservée «aux riches»:

«Ce chapeutage élitiste de la politique européenne est à l'origine de beaucoup plus de controverses que tout manque de transparence à l'égard du Conseil européen. Tandis que toute recommandation visant à rendre les politiques de l'Union plus inclusives et moins élitistes peut assurer des niveaux plus élevés de soutien public

pour certains acteurs politiques, elle n'arrive toutefois pas à concevoir la complexité de la politique en général.»

Alors que le but était que les lanceurs d'idées et les décideurs politiques se partagent équitablement le temps de parole, Anna Burek a constaté que les décideurs politiques avaient tendance à être moins attentifs à ceux qui essayaient de proposer des solutions:

«Les idées proposées par les lanceurs d'idées n'ont été que très peu débattues; elles ont été votées comme bonnes ou mauvaises, mais sans plus», a-t-elle poursuivi.

Le Belge Soetkin Verhaegen a confirmé:

«Nous devons nous rendre compte que ces réunions ne sont principalement que du bavardage et des vaines promesses; cependant, le seul fait qu'elles existent est bien la preuve que nous allons dans la bonne direction.»

Les propositions des participants à l'événement comprenaient la promotion de l'égalité hommes femmes, une Europe unie sur le plan politique et économique et la mobilité des jeunes. Plusieurs



participants ont considéré que les intérêts économiques et politiques communs sont l'un des principaux avantages qu'offre l'Union.

Une Union pour qui?

Les participants à plusieurs activités ont mentionné de nombreuses menaces à l'existence de l'Union; la pire d'entre elles concernait la marginalisation des plus petits pays, la montée du nationalisme et l'euroscpticisme. Lors des discussions sur les faiblesses de l'Union, le sentiment général était qu'il y a un manque de «fierté» européenne et d'action extérieure commune, plutôt que d'unité.

«Il est essentiel que les jeunes commencent à réfléchir aux faiblesses de l'Union et aux menaces auxquelles elle doit faire face, car ainsi ils pourront les combattre. Il est également important que les jeunes écoutent et comprennent les arguments tant des eurosceptiques que des pro-européens», a déclaré lors d'une séance Federico Guerrieri, le secrétaire général de la Jeunesse européenne fédéraliste (JEF).

Au cours d'une séance sous format rapide, chaque participant à la table ronde avait le droit de prendre la parole pendant deux minutes; huit orateurs de secteurs différents, dont des députés au Parlement européen, des jeunes militants et des journalistes se sont prononcés sur un large éventail de sujets, notamment la migration, les élections, les quotas pour les femmes, l'enseignement et le chômage des jeunes. L'une des questions abordées et qui a donné lieu à un long débat au sein de l'hémicycle du Parlement européen était le rôle des jeunes dans l'Union européenne:

«Très souvent, le fait de dire que les jeunes sont l'avenir est un moyen détourné de dire: «Vous ne prendrez des décisions que plus tard», a déclaré Emma Mustala, du Conseil national de la jeunesse finlandaise.

Le Belge Peter Oomsels, vice-président de JEF Europe, a avancé l'idée d'un nouveau

Une joue colorée pour un week-end très en couleurs



gouvernement central pour les pays de la zone euro:

«Nous ne pouvons pas gérer la devise de 18 pays tout en prenant des décisions pour 28.»

Certains sujets ont été débattus avec le public, qui a eu l'occasion de poser des questions et de voter sur des propositions faites par les lanceurs d'idées. Bien que la proposition de renforcement de la sensibilisation au droit à la vie privée en ligne ait été approuvée par 83,7 % des votants, le vote sur la suppression des quotas hommes-femmes a été moins unanime – environ la moitié des votants se sont prononcés en faveur de la suppression, 35 % contre et 17 % se sont abstenus.

«Si j'obtenais un emploi, je me demanderais si c'était dû au respect des quotas où à mes compétences,» a déclaré M. Mehmood du Danemark, un participant à une table ronde, sur l'idée de mettre en place des quotas pour les femmes dans le monde du travail.

L'éducation au programme

«Quelle éducation pour l'Europe?», sujet d'un débat avant le déjeuner lors du YO!Globe le 9 mai, peut être lu comme une question ou encore comme un appel empreint d'exaspération, selon votre pays, votre âge et votre philosophie en matière d'économie. Le public, au nombre de 60 personnes, majoritairement composé d'étudiants d'université actuels ou futurs, a eu

l'occasion d'exprimer son approbation ou sa désapprobation, à l'aide de cartons qui – quelle ironie – utilisaient un concept inspiré du site internet qui constitue la plus grande menace à l'étude ou à la concentration, le fameux «J'aime» de Facebook.

Lors de l'événement organisé par l'ESU et l'OBESSU, deux organisations qui représentent les étudiants dans les écoles et les universités partout en Europe, le vent a souvent violemment secoué la tente blanche du YO!Globe, et a donné à toutes les personnes présentes une véritable idée de ce que serait de vivre dans une balle de golf.

Inévitablement, la question de l'argent et du financement de l'enseignement a fini par dominer les débats.

«L'éducation n'est pas gratuite, quelqu'un doit payer pour qu'elle existe, tout comme vos parents ont payé pour la vôtre via leurs impôts», a déclaré Federico Potocnik, qui se dit en faveur d'un paiement différé des droits d'inscription à l'université, ce qui a provoqué le commentaire d'un membre du public qui a dit de vive voix que cela serait synonyme d'imposition progressive. *«Plus vous accordez de responsabilités à l'État, moins vous en avez vous-mêmes, et vous ne devenez qu'un pion de la politique»,* a ajouté Federico Potocnik.

Thomas Maes, secrétaire général des Jeunes socialistes européens, a relevé toute une série d'éléments qui montrent bien les dangers de percevoir l'éducation comme une fabrique de main-d'œuvre:

«L'éducation doit être une voie vers l'épanouissement, et le fait de la rendre payante est le meilleur moyen d'assurer que les inégalités persisteront toujours», a-t-il dit.

Ses propos ont été accueillis par une forêt de «J'aime» de la part des participants et le débat, bien que parfois technique, a permis de confirmer la préoccupation majeure des étudiants en Europe, à savoir que, au XXI^e siècle,

l'éducation est inévitablement liée de près à la question inquiétante de son financement.

Égalité

Les débats menés lors de la rencontre EYE ont porté essentiellement sur l'intégration et sur la manière d'assurer des droits égaux et une protection égale à toute personne, quels que soient son sexe, son orientation sexuelle et ses origines ethniques ou religieuses. Alva Dahn, de Suède, a déclaré:

«Je pense que nous pouvons résoudre tous les problèmes de discrimination que nous rencontrons grâce à l'éducation; il s'agit d'un



Deux artistes à la démonstration de cirque

problème de manque de connaissances. Nous devons assurer l'éducation des citoyens pour qu'ils comprennent les motivations des immigrés et ne participent pas à la propagande – qui vise à faire croire que l'immigration n'est qu'une question de gain et de perte d'argent –, car la réalité est bien plus complexe. L'immigration est également une question d'acquisition et de perte de culture, mais surtout d'acquisition.»

Liaison outre-Atlantique

La vidéoconférence intitulée «Allô Strasbourg» et animée par Andreas Galanakis, directeur des politiques à la chambre américaine de commerce auprès de l'Union européenne, avait pour objectif d'étudier et d'examiner les relations entre l'Union européenne et les États-Unis. On retrouvait, du côté européen, les participants à la rencontre EYE et, du côté américain, des étudiants représentant les États-Unis. Ensemble, ils se sont penchés sur la question de la surveillance, à la lumière des révélations concernant la NSA, les mesures à prendre afin d'éradiquer la pauvreté, la mise en commun des moyens pour lutter contre le terrorisme et la réponse à donner à la menace émanant de la Russie. Si tout le monde s'accordait à dire que l'affaire de la NSA était devenue essentiellement un cirque médiatique, la question de l'éradication de la pauvreté a suscité un débat animé outre-Atlantique; au final, l'importance de mettre en commun les ressources de l'Union européenne et celles des États-Unis afin de lutter contre la pauvreté dans le monde a été reconnue par l'ensemble des parties.

Faire face à l'eurosepticisme

Alors que de nombreuses régions d'Europe sont confrontées à une forte progression du chômage des jeunes – jusqu'à 60% dans certaines régions –, on craint qu'une désillusion politique croissante des jeunes, accompagnée d'un eurosepticisme grandissant, ne compromettent l'avenir de l'intégration européenne. Néanmoins, l'activité de certaines personnes consiste à susciter l'intérêt des jeunes dans le fonctionnement

Des jeunes participants s'installant sur les sièges des députés européens



de l'Union, en s'efforçant de contenir la vague d'apathie politique. Alesandra Kluczka, coordinatrice de la campagne «Y Vote 2014» est une d'entre elles:

«Lors des élections européennes de 2009, le taux de participation n'était que de 29 % chez les jeunes. Le principal problème est le manque d'information; ils n'ont pas l'impression d'être représentés et d'être compris. Les ateliers tels que celui que nous organisons visent à informer les jeunes sur le fonctionnement de l'Union, ce qui les encourage à participer directement. De plus, si on commence à voter lorsqu'on est jeune, on est plus susceptible de continuer à le faire en grandissant», dit-elle.

Alesandra Kluczka était optimiste, tout en émettant des réserves, sur l'avenir de l'Union:

«Le nationalisme, l'eurosepticisme et les mouvements radicaux constituent des menaces, mais lorsque j'observe les jeunes de pays tels que le mien, la Pologne, je m'aperçois que nous formons une génération qui a les possibilités que nos parents n'avaient pas. Nous vivons dans un espace sans frontières et notre continent connaît la période de paix la plus longue qu'un continent ait connue. Nous ne devrions pas être

aussi pessimistes; l'Europe a permis de grandes avancées.»

Luttons ensemble contre le chômage des jeunes

Les crises économiques et sociétales actuelles semblent montrer que la coopération entre les citoyens est plus que jamais indispensable. Dans ce contexte, les organisations non gouvernementales qui cherchent à encourager les jeunes à prendre des initiatives jouent un rôle essentiel dans la société européenne. Par exemple, le site internet Youthnet Hellas, lauréat du prix du citoyen européen en 2013, incite les jeunes en Grèce à prendre davantage les devants dans la recherche de possibilités d'emploi. Le pays étant confronté à un taux de chômage des jeunes proche de 60 %, deux solutions s'offrent à lui: prendre des mesures ou s'accommoder du statu quo. Dans ce sens, des mesures volontaires semblent pouvoir éliminer les obstacles qui entravent une participation active à la vie communautaire. Les volontaires ne sont pas nécessairement non rémunérés; il s'agit plutôt d'adopter une attitude positive vis-à-vis de la société.

Manos Pavlakis, du site internet Youthnet Hellas, souligne que les jeunes peuvent améliorer leur situation en optant pour une ou plusieurs pistes: l'éducation, l'emploi et l'action volontaire. Pour résoudre ce problème, Youthnet Hellas

a participé activement à 172 projets ces cinq dernières années:

«Il est important que les jeunes comprennent qu'ils ont beaucoup de possibilités en participant aux activités», explique Manos Pavlakis, qui ajoute que *«les jeunes en Europe partagent des besoins, des préoccupations et des intérêts communs».*

Jeux de société de sensibilisation à l'Union européenne

L'utilisation des jeux à des fins d'apprentissage sur l'Union européenne et sur la diversité des États membres a été mise en avant lors de la rencontre EYE. Le jeu de l'eurocratie, créé par Jaap Hoeksma, vise à expliquer le traité de Lisbonne:

«L'Union constitue une démocratie composée de 28 démocraties plus petites; il s'agit d'une nouvelle structure, qui est compliquée; il est donc plus facile de l'expliquer au moyen d'un jeu», dit-il.

Hans Christian John, cofondateur de Move On Europe, plate-forme en ligne promouvant une coopération et une intégration accrues en Europe, a modéré le débat intitulé «Plus de démocratie, s'il vous plaît!». Dans ce jeu, chaque participant a donné un mot ou une phrase qui représente l'Europe selon eux; la famille, la liberté, les possibilités et le multiculturalisme ont



Des participants regardant et appréciant le spectacle au bar des fleurs

Future de l'Europe

tous été évoqués, et Hans Christian John, qui a pris note des mots, a fait observer que:

«Personne ne sait en quoi consiste l'Europe – c'est une chose confuse, mais une bonne chose!»

Après s'être interrogés sur ce que l'Union représentait, les participants ont examiné les fondements démocratiques de l'Union, les procédures législatives et la légitimité démocratique des institutions européennes. Ils ont évoqué la nécessité d'une convention des droits civils et proposé que les questions européennes soient débattues au niveau national dans chaque État membre. Les participants se sont également demandé si le fait que la Commission n'est pas élue directement ne crée pas un «déficit» démocratique et ont proposé que les députés au Parlement européen expriment librement leur intention de vote pour l'élection du président du Parlement avant les élections. La fin de l'atelier approchant, Hans Christian John a déclaré qu'il remettrait les idées aux personnes concernées:

«Il faut transmettre vos idées aux futurs députés au Parlement européen. Reste à voir ce qu'ils en feront.»

Intervention du public



Penser hors du cadre – Future de l'Europe

Voici quelques exemples des idées présentées et discutées par les jeunes participants au cours du EYE

Système électoral unique de l'Union

Mettre en place un système électoral unique dans l'ensemble des États membres de l'Union. Permettre le vote en ligne. Établir des listes transnationales pour les élections législatives (notamment pour les têtes de liste).

Faire entendre sa voix

Le monde politique a besoin de plus de jeunes pour exprimer les intérêts et les défis de la jeune génération et y répondre. Accroître la représentation des jeunes au Parlement européen, notamment en instaurant des quotas de jeunes de moins de 30 ans. Organiser régulièrement des événements tels que la rencontre EYE 2014 pour permettre à la jeune génération d'être entendue. Extension du vote aux jeunes de 16 et 17 ans dans toute l'Europe.

Mobilité européenne

Pour la jeune génération, il convient de mettre en place une carte de transport européenne pour étudiants (carte Interrail) qui intègre les programmes de mobilité nationaux et internationaux.

Europe sociale

L'Europe joue un rôle de modèle dans le monde en défendant et en assurant la protection des droits de l'homme et joue un rôle significatif et actif dans la promotion des politiques sociales progressistes. En son sein, l'Union assure la qualité de la vie et l'égalité à tout citoyen européen, en instaurant un revenu de base inconditionnel et des revenus minimaux communs ou, à tout le moins, comparables.

Identité européenne

Constituer une union démocratique en renforçant la démocratie représentative, participative et directe. Favoriser les programmes d'échanges entre les jeunes Européens afin d'améliorer leur compréhension et forger une identité européenne commune, ou prévoir une année de voyage européen, pendant laquelle chaque personne ayant achevé un programme éducatif qualifiant (formation professionnelle, diplôme) obtient une bourse pour voyager en Europe pendant douze mois, à condition de consacrer sept mois au volontariat. Une base de données des possibilités de volontariat serait mise à disposition.

Éducation

Accorder la priorité à l'éducation politique et civique dans l'enseignement secondaire, en prévoyant notamment des cours obligatoires sur les valeurs, l'histoire, le fonctionnement et les devoirs ainsi que les responsabilités de l'Union et de ses États membres; cours de préférence en ligne et interactifs pour permettre la rencontre d'autres étudiants de toute l'Europe.

Parler d'une seule voix

L'Union européenne devrait parler d'une seule voix en matière d'immigration, d'économie, de politique étrangère et d'affaires internationales. La concurrence entre les États membres devrait être réduite et la solidarité renforcée.

Transparence

Adopter des règles plus strictes à l'égard des groupes de pression afin de limiter leur influence et d'accroître la transparence du processus de prise de décisions politiques.

Investissements

Investir davantage dans la communication concernant les réalisations et les objectifs ainsi que les responsabilités de l'Union européenne.

États-Unis d'Europe

L'Europe doit finir par s'affranchir du carcan des frontières nationales et devenir un État à part entière. Un gouvernement central européen et un président européen seraient élus directement par les citoyens. Créer une nationalité européenne (passeport, valeurs communes, connaissances des autres pays, mobilité, etc.). Décréter une journée de fête nationale européenne, célébrée chaque année à travers toute l'Europe.

Une Union plus forte et plus démocratique

– Commentaire du Forum européen de la jeunesse

La rencontre des jeunes Européens a montré que l'Union européenne suscite un intérêt chez les jeunes. Néanmoins, les jeunes ne veulent pas n'importe quelle Union européenne, mais une Union qui offre une vision et des réponses à leurs attentes.

L'Union est dans une phase critique en raison des crises financière et monétaire actuelles. Les jeunes subissent déjà les conséquences de la crise et de l'austérité en ce moment, puisqu'ils sont de plus en plus exposés au chômage, à la pauvreté et à l'exclusion sociale. Par ailleurs, la dynamique intergénérationnelle actuelle reporte les problèmes d'une génération à l'autre, comme le montrent les crises actuelles et les problèmes environnementaux non résolus. Il importe, dès lors, de centrer l'ordre du jour de l'Union européenne sur les jeunes et d'engager une réflexion sur la place des jeunes dans la société pour pouvoir relever les défis auxquels l'Union est et demeurera confrontée dans les années à venir.

L'avenir de l'Europe débattu lors de la rencontre EYE

Les jeunes participants à la rencontre ont débattu de l'avenir de l'Europe dans le cadre de plusieurs activités. Ils ont fait valoir la nécessité de rendre les institutions européennes plus accessibles, plus transparentes et plus proches des (jeunes) citoyens, en envisageant de renforcer le rôle du Parlement. Ils ont souligné le rôle des médias, des réseaux sociaux et de l'éducation civique, qui contribuent à mieux expliquer le fonctionnement de l'Union, et la nécessité d'accorder un rôle nettement plus important aux jeunes dans le processus décisionnel européen. Les emplois de qualité faisaient également

partie des principales préoccupations exprimées par les jeunes participants, estimant que les mesures d'austérité nuisent à la politique sociale, en cette période où un jeune sur quatre vit dans la pauvreté.

Le Forum européen de la jeunesse et l'avenir de l'Europe

Le Forum européen de la jeunesse salue les contributions des jeunes à ces débats: leur engagement, leur vision, mais aussi leur réalisme et leur capacité de proposer des mesures concrètes à l'Union européenne. Nous nous félicitons également que les revendications que nous avons exprimées dans notre campagne LoveYouthFuture pour le prochain mandat du Parlement et de la Commission aient été largement prises en considération à Strasbourg.

En effet, nous sommes convaincus que, pour pouvoir améliorer la situation des jeunes en Europe, l'Union doit prendre, de toute urgence, des mesures dans les cinq domaines suivants:

• Une Union davantage démocratique

L'Union européenne doit renforcer sa démocratie, en favorisant le recours à l'initiative citoyenne européenne et l'établissement de listes électorales transnationales pour les élections législatives européennes et l'élection directe du président de la Commission. Pour veiller à ce que les jeunes soient entendus, il est également essentiel que les partis européens et nationaux proposent davantage de jeunes candidats aux postes éligibles et que les États membres de l'Union baissent l'âge électoral et le fixent à 16 ans pour les élections au Parlement européen ainsi que pour toutes les autres élections qu'ils organisent.

• Nouvelle croissance durable

La sortie de la crise et, de manière générale, l'avenir de l'Union résident également dans la création d'une nouvelle croissance, fondée sur un modèle de développement plus durable sur les plans social et environnemental. L'esprit d'entreprise et l'économie verte revêtent, dès lors, une importance capitale pour l'autonomie des jeunes, soit pour les entreprises créées par les jeunes, soit en tant que source d'emploi pour les jeunes. Nous demandons à l'Union de lutter contre le chômage des jeunes et de soutenir une économie plus durable. L'Union devrait inciter les États membres à adopter des modèles économiques plus durables. Parallèlement, elle devrait veiller à ce que la qualité des emplois générés soit conforme aux normes minimales. En particulier, il convient de mettre en place des systèmes de revenu minimal, ainsi qu'un statut européen pour les stagiaires.

• Une Union plus forte

Afin de répondre aux attentes des jeunes, il est également primordial que l'Union fasse un pas en avant. De nombreux défis ne peuvent plus être gérés par les seuls États membres, notamment dans les domaines économique, budgétaire, environnemental et social, ainsi qu'en matière d'emploi. L'Union devrait utiliser pleinement les compétences dont elle est déjà dotée, afin de parvenir à un nouvel équilibre plus équitable entre les mesures d'austérité et les politiques sociales. De plus, nous espérons que l'Union aura recours, de manière audacieuse, à la disposition contenue à l'article 165 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne afin d'encourager la participation des jeunes à la vie démocratique de l'Europe».



• De nouvelles ressources pour de nouveaux investissements

L'Union européenne devra aussi avoir les moyens d'agir dans des domaines essentiels; elle aura besoin de nouvelles ressources pour de nouveaux investissements. L'Union devrait se voir conférer la capacité de lever des ressources propres au travers de la taxation directe de l'impact environnemental et d'une taxe européenne sur les transactions financières.

• Une Europe sociale

Enfin, l'Union européenne a établi des normes pour la protection des droits de l'homme et s'est appuyée sur les valeurs de la démocratie et l'état de droit pour permettre aux générations à venir de surmonter les antagonismes du passé et de vivre en paix. En outre, l'Union a créé un modèle social européen qui favorise un niveau d'emploi élevé, garantit une protection sociale adéquate, lutte contre l'exclusion sociale et assure un niveau élevé d'éducation, de formation et de protection de la santé, ce qui permet aux citoyens de vivre dans la dignité. Il est essentiel que les nouvelles générations bénéficient de cet acquis et, dès lors, que l'Union reste scrupuleusement fidèle à ces valeurs et veille à ce que les réformes sociales ne soient pas menées au détriment des jeunes.



Des participants et des bénévoles EYE à un panel



Développement durable Vers une Europe plus verte

La durabilité est un vaste sujet qui couvre de nombreuses questions, telles que l'approvisionnement énergétique, le problème de la surpêche, les dépenses publiques, le contrôle des marchés financiers et le commerce international. Les participants à la rencontre EYE ont abordé la question avec enthousiasme, ont alimenté les débats et les laboratoires d'idées, et ont nourri leur inspiration par le partage des bonnes pratiques entre pairs. Ils se sont intéressés à la manière d'intégrer la notion de durabilité dans l'économie, l'environnement et la société, de manière à développer une meilleure Europe.

L'Europe – respectueuse de l'environnement et durable?

Lors d'une des sessions, quelque 60 participants de plusieurs pays différents ont pu présenter leur vision d'une Europe plus durable et plus respectueuse de l'environnement. Philippe, 18 ans, de Suisse, a estimé que nous devons cesser de parler et plutôt envoyer un message clair, et Imogen, du Royaume-Uni, a ajouté qu'elle aimerait croire que la jeune citoyenne de l'Union européenne qu'elle est peut influencer les politiques de l'Union en termes de durabilité.

À la fin de la session, les participants ont présenté cinq visions de la durabilité européenne; notamment le concept d'une société «à zéro déchet», centrée sur la fabrication de produits entièrement recyclables, de nouvelles méthodes de production énergétique, une production locale accrue de denrées alimentaires et la création d'un système de transport durable au niveau européen. L'accent a souvent été mis sur des aspects tels que le besoin d'une meilleure compréhension et éducation dans le domaine de l'environnement et de la durabilité, la question de l'accès à l'eau potable et la nécessité d'une action collective au niveau européen, plutôt qu'au niveau national, pour apporter des solutions.

Pièce de théâtre et jeu de rôle sur la durabilité

Un complément utile à la rencontre EYE a été la pièce de théâtre politique intitulée «We've got a crisis» de Wolfgang Wiegand, président du conseil allemand d'experts pour l'examen de l'évolution économique globale. Jouée par trois acteurs, la pièce traitait, de manière fantaisiste et humoristique, de questions complexes, telles que la conversion des prêts immobiliers non productifs, les effets néfastes des systèmes de «boule de neige» et l'avenir de l'euro. Les quelque 110 participants ont eu le plaisir d'écouter de la musique, de voir des vidéos et de chanter en même temps.

Dans le cadre d'un jeu de rôle axé sur l'environnement, le climat et la durabilité dans l'Union européenne, les participants à la rencontre ont été invités à entrer dans la peau des députés au Parlement européen. Répartis dans les sept groupes politiques de l'Union, les participants ont examiné le cadre pour les politiques en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030, sur la base de véritables actes législatifs. Hanan Kostet, un des participants belges, a estimé que l'Union devrait appuyer davantage les initiatives centrées sur des solutions écologiques, plutôt que de pénaliser ceux qui vont à l'encontre de la durabilité.



«L'Union a le pouvoir de changer cette situation en faisant évoluer la mentalité des consommateurs, en concentrant la recherche et le développement sur des solutions écologiques et en visant le long terme. Nous devons apporter un changement radical; sinon, la situation n'évoluera pas», estime-t-elle.

Les «députés d'un jour» ont adopté trois objectifs ambitieux pour 2030: une réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre, l'utilisation de 45 % d'énergies renouvelables et 40 % d'économies d'énergie globales. Afin de financer ces objectifs, ils ont adopté la notion de responsabilité des États membres afin de supporter les coûts supplémentaires et proposé une réforme du système d'échange de quotas d'émission de l'Union, en établissant des prix minimaux et maximaux pour les émissions de CO₂. La question des biocarburants, qui a fait l'objet de vifs débats, a donné lieu à un vote visant à maintenir les mesures d'incitation notamment pour contribuer à réduire la pauvreté dans les pays en développement. Par ailleurs, la compétence d'autorisation concernant l'extraction de gaz de schiste a été déléguée au niveau de l'Union.

Commerce équitable

Dans la mesure où le 10 mai était la journée internationale du commerce équitable, un débat a été organisé, fort à propos, par le bureau de plaidoyer pour le commerce équitable afin d'examiner le lien entre le commerce

équitable et l'Union européenne. Dans son allocution d'ouverture, Alexander Flores, membre de l'association de producteurs du commerce équitable «Aprainores», établie à El Salvador, a souligné l'importance du commerce équitable pour les communautés des pays en développement, estimant que le paiement équitable est essentiel pour le développement, tant sur le plan social que sur le plan individuel.

«Vous facilitez également l'accès à l'école des enfants de ces familles», a-t-il ajouté.

En ce qui concerne les accords de libre-échange, Alexander Flores a insisté sur l'importance de prendre en considération les droits de l'homme, d'assurer des conditions de travail décentes et d'interdire le travail des enfants dans les pays en développement. L'aide internationale devrait être centrée sur le transfert de connaissances et d'innovations technologiques, plutôt que sur les capitaux.

Changement climatique

Pendant les deux journées de la rencontre EYE, les débats ont également porté sur la question importante du climat et sur les mesures que les citoyens européens peuvent prendre pour réduire leurs incidences sur l'environnement. Les Jeunes amis de la terre Europe ont organisé un atelier interactif permettant aux participants, répartis en groupes représentant les continents, de débattre des responsabilités de l'Europe en matière de changement climatique:

«Même si le problème ne nous concerne pas pour le moment, il concernera de nombreuses personnes à l'avenir», a fait observer Cahner Max, d'Espagne.

Et Joost de Moor d'ajouter:

«Les gouvernements doivent impulser un changement de comportement des citoyens pour veiller à ce que ceux-ci assument une plus grande responsabilité.»

Plus de mesures d'incitation et de soutien pour les pêcheurs

Lors d'une table ronde sur l'avenir de la pêche durable, les participants ont pris acte des récentes avancées législatives de l'Union, mais ont également évoqué les défis majeurs liés à la mise en œuvre et à l'efficacité d'une politique commune de l'Union, même si certains pays sont nettement plus concernés que d'autres. Les participants ont critiqué les groupes de pression puissants, qui ont récemment été à l'origine du rejet, à une faible majorité au Parlement, d'une proposition visant à interdire progressivement l'utilisation destructrice de chaluts de fond en eau profonde. Ils ont estimé, en outre, que cette question devrait être, à nouveau, inscrite à l'ordre du jour. Par ailleurs, de nombreux participants, notamment ceux originaires du sud de l'Europe, ont réclamé davantage de mesures incitatives et d'aides pour les pêcheurs de leurs pays, afin de leur permettre notamment de gagner leur vie grâce à la pêche de loisir. Ils ont estimé que les quotas et les règles excessives de l'Union portent préjudice à leurs communautés. Les intervenants et les participants ont tous plaidé pour une plus grande souplesse en matière de quotas, de manière à limiter les rejets de poissons en mer et pour des mesures d'incitation visant à diversifier le régime alimentaire européen, en y intégrant de nouvelles espèces de poisson.



Un autre aperçu du spectacle de cirque au bar des fleurs

Trois bénévoles dans un des nombreux points d'information installés dans les locaux du Parlement européen



Protéger à tout prix l'environnement

Une autre table ronde intitulée «We've got the power...» s'est penchée sur des questions, telles que la sécurité énergétique, la transition vers les énergies renouvelables, l'amélioration de l'efficacité énergétique et la lutte contre le changement climatique. Une des principales questions examinées par les participants et les intervenants concernait le défi de la sécurité énergétique, qu'il convient de concilier avec le respect des aspects économique, environnemental et social de la durabilité. Compte tenu de la crise diplomatique actuelle entre l'Union européenne et la Russie, la question de la réduction de la dépendance de l'Europe au gaz et au pétrole russes a été soulevée. Il a été proposé, comme solution, de se tourner vers le Canada et ses abondantes ressources pétrolières et gazières. Néanmoins, les sables bitumineux y sont-ils exploités? Et les graves conséquences sociales et environnementales du processus d'extraction complexe sont-elles acceptables pour l'Union, qui veut être une pionnière mondiale du développement durable? Kait Bolongaro, qui habite à Paris, n'est pas de cet avis:

«Si l'Union européenne ne se bat pas pour protéger l'environnement, qui le fera? L'Union devrait renoncer à l'assouplissement récent de sa position sur la proposition de directive relative à la qualité des carburants, qui autorisera les sables bitumineux dans l'Union européenne.»

Un accord plus large a été obtenu sur l'importance de favoriser les énergies renouvelables et d'accroître l'efficacité énergétique; même les



intervenants ont préconisé une participation accrue des jeunes sur ces questions.

Organisation durable

L'organisation d'un événement aussi vaste que la rencontre EYE exige un travail de logistique et de planification important pour pouvoir être le plus durable possible. Ewa Iwaszuk, volontaire de l'Internationale des jeunes amis de la nature, a émis quelques idées pour rendre l'événement plus écologique:

«Le grand défi consiste à rassembler 5 500 personnes lors d'une manifestation que ne dure que deux jours. Tout le monde prend l'avion, mais les organisateurs devraient penser à l'empreinte carbone et encourager les participants à prendre le train. Je sais que très peu de personnes ont acheté un billet Eurorail.»

Si les possibilités de se restaurer étaient nombreuses sur place, Ewa Iwaszyk aurait apprécié de voir davantage de repas pour végétariens et végétaliens:

«Je pense que la plupart des plats proposés lors de cette manifestation proviennent de producteurs locaux, ce qui est une bonne chose, mais les végétariens et les végétaliens devraient avoir plus de choix.»

«Sur la scène politique internationale, l'Union tente de jouer le rôle de modèle en matière de climat et cette attitude devrait également se refléter lors d'événements de ce type. L'organisation d'une manifestation de jeunes d'une telle ampleur pourrait constituer une source d'inspiration; on pourrait même envisager d'en faire un événement «zéro émissions de CO2», a-t-elle conclu.

Penser hors du cadre – Développement durable

Voici quelques exemples des idées présentées et discutées par les jeunes participants au cours du EYE

Réduire les déchets et les émissions

Parvenir à une société « à zéro déchet » d'ici à 2030, en élaborant des normes pour des produits 100 % recyclables, en allongeant les cycles de vie des produits et en développant de nouvelles méthodes de recyclage. Réduire les émissions en limitant le conditionnement et le transport. Combattre efficacement la pollution excessive, notamment par la voie de l'éducation. Interdire les sacs en plastique dans les magasins.

Biens communs

Eau potable et gratuite pour tout le monde. En tant que ressource naturelle et droit fondamental, l'eau ne serait pas laissée au marché privé.

Europe sociale

L'Europe doit aider efficacement les pays les plus touchés par l'élévation du niveau de la mer, étant donné qu'elle a une responsabilité historique dans le processus de réchauffement climatique planétaire.

Transports

Un réseau ferroviaire européen à grande vitesse devrait être subventionné afin de le rendre plus abordable et nettement meilleur marché que les avions. Ce réseau ne peut pas être uniquement axé sur l'Europe centrale; il doit également couvrir la périphérie afin de promouvoir le transport durable partout.

Alimentation durable

Souligner l'idée d'une production alimentaire régionale, saisonnière et biologique (sans OGM), instaurer un système de « kilomètres alimentaires » (le coût des denrées alimentaires comporte des coûts cachés, notamment le bien-être des animaux), adopter une politique harmonisée en matière de déchets pour l'industrie alimentaire, sensibiliser les citoyens à la production et aux déchets alimentaires et favoriser la diversification du régime alimentaire européen.

Mesures incitatives

Appuyer davantage les initiatives centrées sur des solutions écologiques, au lieu de pénaliser celles qui vont à l'encontre de la durabilité. Mettre en place, par exemple, des incitations financières à la consommation durable, notamment en prévoyant un allègement fiscal pour les personnes suivant un régime alimentaire biologique.

Éducation

Meilleure compréhension et éducation en matière d'environnement et de durabilité. Le développement durable ferait l'objet d'un cours à l'école primaire. Retrouver, dans les médias publics, davantage d'informations sur le développement durable et la transition écologique dans l'Union.

Empreinte écologique et sociale

Il nous faut un système transparent pour les entreprises engagées dans la durabilité et la défense des droits de l'homme. Ce système mesure l'empreinte écologique et sociale des entreprises.

Énergies renouvelables

Soutenir les énergies abordables et renouvelables et interdire totalement l'énergie nucléaire. Prévoir un approvisionnement énergétique écologique sans charbon d'ici à 2040 si cette solution reste efficace pour réduire les émissions de CO₂. Investir dans le développement durable, notamment par la recherche axée sur de nouvelles méthodes de production d'énergie verte, au moyen de plans contraignants au niveau international.

Mesures économiques

Supprimer toutes les exemptions accordées aux industries à forte consommation d'énergie – faire payer celles qui ont le plus de responsabilité dans le changement climatique.

Les jeunes: la clé pour un futur durable

– Commentaire du Forum européen de la jeunesse

Compte tenu du constat surprenant selon lequel, dans l'Union européenne, 29,7 % des jeunes âgés de 15 à 24 ans sont exposés au risque de pauvreté et d'exclusion sociale, le programme mondial pour le développement s'inscrit dans un contexte peu réjouissant. L'incapacité des gouvernements à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement ou à prendre un véritable engagement contraignant en matière de changement climatique n'est pas une question qui ne concerne que le Sud, mais constitue un véritable défi auquel les générations actuelle et futures en Europe seront confrontées. La reconnaissance par la Conférence Rio+20 des synergies entre la durabilité et le programme mondial pour le développement a été une avancée importante, consolidant l'interdépendance entre la population et l'environnement. Lorsqu'ils seront établis, les nouveaux «objectifs pour le développement durable» façonneront la vie des jeunes en Europe et dans le monde désireux de relever des défis tels que la pauvreté, l'éducation, les soins de santé, l'emploi et l'environnement.

Le débat actuel sur le nouveau programme mondial est donc primordial pour les jeunes. Le Forum européen de la jeunesse cherche à accorder un rôle indispensable aux jeunes et aux associations de jeunes dans le développement et la mise en œuvre d'un programme mondial capable d'améliorer la situation des jeunes en Europe et dans le monde, tout en tenant clairement compte de leurs droits.

Durabilité lors de la rencontre EYE

La rencontre EYE a été l'occasion pour les jeunes de débattre et de partager leurs visions du développement durable. Les débats ont porté sur des questions complexes telles que la

production et la consommation énergétiques, l'évasion fiscale et l'instabilité des marchés financiers, ainsi que sur la recherche de nouvelles solutions stratégiques telles que les coopératives. Les jeunes ont estimé que la durabilité était une des questions les plus importantes pour les jeunes dans le monde et ont appelé les décideurs politiques à prendre des mesures volontaristes et urgentes, afin de limiter la catastrophe climatique et humaine.

Le Forum européen de la jeunesse et le nouveau programme mondial

Le Forum européen de la jeunesse estime que les éléments suivants sont essentiels pour un programme efficace de développement durable après 2015:

• Un nouvel engagement mondial ambitieux en faveur du développement durable

L'Union européenne doit jouer un rôle de pionnière en concluant un accord mondial ambitieux soulignant la responsabilité des gouvernements et comportant des mécanismes d'exécution efficaces. Pour relever les défis complexes et interdépendants auxquels le monde est aujourd'hui confronté dans les domaines économique, social et environnemental et réaliser l'ambition d'éradiquer la pauvreté par la voie du développement durable, un maintien du statu quo n'est pas envisageable. L'approche des dirigeants du monde vis-à-vis des défis mondiaux doit changer radicalement pour pouvoir bâtir un programme de transformation pour les jeunes, qui permette de créer l'Europe et le monde qu'ils souhaitent. Le nouveau programme doit comporter des objectifs clairs et mesurables qui quantifient les progrès vers l'éradication de la pauvreté et un développement durable d'ici

à 2030. Ce programme doit être fondé sur les droits, il doit être non régressif et être accepté et appliqué de manière universelle.

- **Investir globalement dans les jeunes en tant qu'acteurs principaux du développement durable**

Les jeunes de 15 à 24 ans représentent environ 18 % de la population mondiale. Il est essentiel d'investir de manière effective dans les jeunes pour leur permettre de jouer un rôle décisif dans le programme après 2015. Il est indispensable d'investir dans une éducation de qualité. D'ici à 2030, l'accès universel et libre à une éducation formelle et non formelle de qualité doit être garanti à tous les niveaux. L'éducation de qualité est axée sur l'apprenant et est inclusive et critique vis-à-vis de la norme, de manière à permettre aux jeunes d'être des citoyens actifs au niveau mondial. De plus, l'investissement dans des emplois de qualité est une condition préalable au développement durable. D'ici à 2030, un travail décent doit être garanti pour tous les jeunes, notamment un revenu décent et équitable, des conditions de travail sûres, une représentation et une protection sociale.

- **Engagement auprès des jeunes et des associations de jeunes**

Il est essentiel d'assurer une participation efficace des jeunes afin de développer une culture de la citoyenneté responsable, volontariste et démocratique. Les jeunes devraient avoir davantage d'autonomie et être associés à la prise de décisions sociales, politiques et économiques, notamment par leur participation active à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques et des mesures relatives

au développement. Les associations de jeunes constituent des partenaires indispensables pour mettre en place des processus durables de participation des jeunes. Elles doivent être reconnues pour leur rôle dans le renforcement des capacités des jeunes par l'éducation non formelle et devraient être considérées comme des partenaires permanents dans le processus de prise de décision.

- **Un profond remaniement des modèles régissant l'investissement et le commerce mondial**

Réaliser de réels progrès en matière de développement durable nécessite un changement radical dans la gestion des investissements et du commerce mondiaux. L'obligation de rendre des comptes et la responsabilité doivent être au cœur de tout modèle adopté, et la communauté mondiale



doit faire de la solidarité internationale son principe directeur. Un effort commun incluant la participation d'acteurs de premier plan comme l'OIT et l'OMC doit être mené afin de lutter contre la distorsion du marché et les subventions déloyales, et de promouvoir le commerce équitable. Parallèlement, la priorité doit être donnée à une meilleure réglementation et à une supervision accrue du secteur financier, et des régimes d'imposition justes doivent être mis en place.

- **Un changement des schémas de consommation et de production**

Les schémas de consommation et de production non durables ne peuvent plus durer. Il incombe, en particulier, à l'Union européenne de prendre des mesures, étant à l'origine d'une part disproportionnée de la consommation mondiale. Il est nécessaire d'éduquer les consommateurs de façon urgente. Ceux-ci doivent prendre davantage conscience de leurs responsabilités et des conséquences d'une surconsommation de l'énergie et des ressources. Parallèlement, il convient de promouvoir en priorité d'autres schémas garantissant davantage d'efficacité et une distribution plus équitable de la consommation. Les organisations de jeunesse, qui utilisent la voie éprouvée et efficace de l'éducation informelle comme vecteur de changement social, ont un rôle déterminant à jouer dans ce contexte.



Le Magic Mirror a mis l'ambiance pour les débats au YO!Village

#EYE2014 Tweets

ofaj@dfjw @ofaj_dfjw
Vous êtes émus ? Nous
nous le sommes !
#eye2014 #ofaj_dfjw

Kevin Margottat @kevin_fnek
[1/2] Merci beaucoup à l'@
EP_YouthEvent pour l' #EYE2014 !
Pleins de rencontre et débats plus
que constructifs ! @fede_FNEK
#la_FAGE

Benoît Courtin @Kulteuro
Derniers instants au Parlement
Européen. Un excellent week-end
européen.
#EYE2014 cc @EP_YouthEvent

Jeunes Démocrates @J_Democrates
L'hémicycle rempli de
jeunes européens pour
parler éducation, emploi des
jeunes et Europe
#EYE2014

Marie Hertzog @mariehertzog
Super weekend militant
avec l' #UNSA Jeunes Alsace
#EYE2014 @antoineevennou
@B_HeintzMacias @Chloe_
Brjn etles autres:)

Sébastien Kopec @sebastienkopec
Magnifique hymne européen
pour clôturer #EYE2014. Rdy
encore plus nombreux l'année
prochaine pour
#EYE2015.

Mark Keyline @mkeyline
Beaucoup de monde
encore aujourd'hui pour
#EYE2014 @PEStrasbourg
#EP2014 #YOFest

Petit Poucet 2.4 @lterrenes
#EYE2014 m'a ouvert les yeux
sur un fait: l' #UE est LA puis-
sance économique et politique
du XXIème siècle. Mais elle ne
le sait pas encore.

EuroParisienne @EuroParisienne
#EYE2014 : il est clair que les
jeunes veulent + d'Europe et +
d'harmonisation !
#notreeurope

France Bleu Alsace @bleualsace
Hémicycle @PEStrasbourg plein à
craquer pour la clôture
du #EYE2014, 5000 jeunes
européens à
#Strasbourg #alsace

Coline Eberhard @coline_e
Rappeler à la soc.civile
que Europe = assurer
la paix, la croissance,
l'épanouissement des
citoyens - objectif supé-
rieur de l'UE
#EYEstream

Moritz Hervé @hervmoritz
«Les populismes vont dé-
truire votre avenir», engagez
vous !
#EYE2014 #EP2014 @JE_Stras-
bourg @Taurillon

Deverchere Cédric @69_dev
#EYE2014 L'immigration est
la responsabilité partagée de
tous les états européens ! Doit
être gérée au niveau fédéral @
Les_Europeens
#EP2014

Sébastien Kopec @sebastienkopec
Au Parlement Européen
pour bâtir ensemble un
avenir commun meilleur
pour notre peuple d'
#Europe #EYEstream

ofaj@dfjw @ofaj_dfjw
Les jeunes demandent
à être entendu et à
être intégré dans les
processus de décision
#eye2014 #ofaj_dfjw



Valeurs européennes Un acteur mondial – un acteur juste?

Si le degré de diversité parmi les intervenants EYE s'est révélé décevant, celui des activités figurant au programme était nettement plus satisfaisant. Des tables rondes sur les relations de bon voisinage de l'Europe et sa position de précieuse contributrice dans le monde, en particulier dans le contexte de l'Ukraine, aux laboratoires d'idées axés sur les valeurs européennes du XXI^e siècle, de nombreuses questions clés ont été abordées.

Égalité hommes-femmes et solidarité intergénérationnelle

La question du problème sociologique posé par le genre a été mise en évidence au cours d'une discussion menée par la députée européenne Doris Pack, qui portait sur les moyens précis dont la jeune génération disposera, à l'avenir, pour combler les différences existant entre les deux sexes. La session s'intitulait «Notre génération sera-t-elle 100 % paritaire?». Sans surprise, toutefois, le groupe de discussion se composait de trois femmes, et l'auditoire comptait environ quatre fois plus de femmes que d'hommes.

«*Nous devons intégrer les hommes à cette lutte*», a déclaré l'intervenante Paula Nehrer, de l'Association mondiale des guides et des éclairseuses.

Si l'on regarde bien la composition du groupe des 500 intervenants à l'événement, toutefois – la proportion était d'environ deux hommes pour une femme – on pourrait dire que les hommes étaient bien représentés et qu'il peut être plus important de faire en sorte que des femmes puissent accéder au titre «d'expert» dans le cadre d'un événement européen officiel comme la rencontre EYE.

Compte tenu du vieillissement de la population européenne et de l'âge moyen actuel des députés au Parlement européen (55 ans), les participants et les organisateurs ont décidé

qu'il était important d'encourager un dialogue intergénérationnel – en particulier au niveau des décideurs.

«*Je ne souhaite pas fixer de limite d'âge quelle qu'elle soit. Tout dépend de l'opinion personnelle et culturelle de chacun*», a affirmé l'Italienne Sofia Valenti, pendant l'atelier portant sur l'élimination des préjugés à l'encontre des autres générations.

Selon Hu Hao, qui est né en Chine, mais a vécu et étudié en France, les parents chinois renoncent à tout pour élever leurs enfants.

«*Toutefois, les jeunes n'apprécient pas vraiment ce choix*», a-t-il déclaré.

De son côté, l'étudiant français Benjamin Ahamada, né au Cameroun, a vécu une expérience quelque peu différente:

«*Nous ne voyons pas les personnes âgées de la même façon que les jeunes en France. Nous n'associons pas les plus anciens à des stéréotypes et nous ne leur manquons jamais de respect.*»

Comédie politique

«Il s'agit d'un spectacle plutôt inhabituel – si je peux appeler cela un spectacle. Généralement, les gens ne prennent pas de notes à propos de ce que je dis. En plus, 11 h 30 le matin n'est pas une heure pour blaguer d'habitude», a expliqué Andy Zaltzman, commentant son intervention «Peut-on rire de tout?» lors de la rencontre EYE.

Valeurs européennes

Le comédien politique Andy Zaltzmann

L'intervention était pour le moins inhabituelle, mais ce fut une expérience vraiment intéressante pour les 100 jeunes Européens venus l'écouter, qui ont ri pendant les 90 minutes qu'a duré la discussion sur les objectifs et les limites de la comédie.

«La comédie n'a pas de sens précis; elle n'a pas pour but de choquer, juste d'être drôle. C'est au spectateur de décider si elle est véritablement choquante ou pas», a expliqué l'humoriste britannique, qui se décrit lui-même comme quelqu'un de pessimiste.

La discussion, traduite simultanément en plusieurs langues, a intéressé l'auditoire et amusé les interprètes, mais a également soulevé des questions graves à propos de l'humour. La comédie a-t-elle des limites? La comédie peut-elle être nuisible lorsqu'elle traite des problèmes de société? Les tragédies et les souffrances humaines liées aux guerres actuelles et passées ne peuvent donner matière à rire, a conclu le groupe. Les problèmes les entourant, en revanche, comme les événements politiques, peuvent et doivent être abordés par les humoristes qui, selon Zaltzman, portent une certaine responsabilité dans leur travail. Sa limite personnelle, il la détermine en se demandant s'il jouerait son numéro devant sa mère, a-t-il expliqué.

Globalement, les participants semblent avoir apprécié la comédie politique:

«C'était fantastique; c'était un exposé drôle entrecoupé de points très intéressants sur la comédie. Beaucoup de gens ont ri et c'était positif. J'ai trouvé cela très amusant, et j'ai hâte de discuter avec d'autres personnes de la comédie et de ses limites», a déclaré Daryl Chou, venu d'Autriche.

À l'épreuve du réel: se mettre dans la peau de quelqu'un d'autre

Durant la deuxième journée de la rencontre, une pièce intitulée «Les valeurs européennes



à l'épreuve du réel» a eu lieu dans le YO!Village, invitant environ 30 participants EYE à suivre le spectacle et à devenir «spect-acteurs», c'est-à-dire des membres de l'assistance qui entrent également en scène et ont la possibilité de changer le cours de l'intrigue.

La pièce débute par une performance des acteurs mettant en scène un orchestre en train de répéter et des difficultés de communication entre les musiciens, peu satisfaits de l'un d'eux. Vasya, un garçon timide venu de Biélorussie, est malmené par les autres à cause de sa nationalité, et l'on peut voir que ces derniers n'accordent aucune importance à son désir de démontrer son talent. Par la suite, les spectateurs sont invités à changer le destin du personnage et à imaginer comment ils se défendraient face à de telles menaces s'ils étaient à la place de Vasya. La même pièce a de nouveau été mise en scène, mais cette fois les spectateurs pouvaient stopper le cours de l'intrigue à tout moment, remplacer Vasya et jouer à sa place. Au moins cinq participants ont joué le personnage et imaginé diverses stratégies pour répondre aux intimidations, certains utilisant l'humour tandis que d'autres prenaient le parti de flatter leurs oppresseurs. Certains des participants EYE ont fait observer qu'ils avaient été victimes de

discrimination par le passé et que cette pièce leur avait fait comprendre qu'ils pouvaient réagir autrement que par des agressions verbales.

Droits de l'homme, liberté d'expression et crimes de haine

S'il est vrai qu'il empiétait quelque peu sur d'autres sujets, le thème des «valeurs européennes» a toutefois permis de mettre en évidence certains problèmes comme les discours d'incitation à la haine et le harcèlement en ligne, offrant ainsi aux participants l'occasion de discuter des règles et des politiques définies par l'Union européenne en ce qui concerne l'internet et de réfléchir aux moyens de sensibiliser l'opinion par des initiatives telles que la campagne «Mouvement contre le discours de haine» du Conseil de l'Europe.

Le Parlement européen s'est fixé comme objectif de promouvoir les droits de l'homme à travers le monde, de protéger les minorités et de promouvoir les valeurs démocratiques (notamment en ce qui concerne la liberté d'information et la liberté de la presse). À l'heure de la révolution des médias numériques, la situation ne cesse d'évoluer actuellement; de nouvelles méthodes visant à restreindre la liberté de pensée voient le jour, de même que de nouveaux moyens de contourner ces restrictions.



Bibliothèque vivante sur les expériences de discrimination organisée par le Conseil de l'Europe

Au sein même de l'Union européenne, il existe de nombreuses formes de législation qui réglementent la liberté d'expression; dans certains pays, la liberté de la presse est extrêmement limitée et les journalistes se voient contraints de censurer leur propre travail. La situation est encore bien pire dans les pays tiers.

Olivier Basille, de Reporters sans frontières, a évoqué l'importance des nouveaux médias et des médias sociaux pour signaler des conflits, s'appuyant pour cela sur l'indice de liberté de la presse établi par RSF pour 2014, qui montre que 17 journalistes et 10 cybercitoyens ont été tués depuis le début de l'année et que 174 journalistes et 166 cybercitoyens ont été emprisonnés. L'indice, publié chaque année, mesure le niveau de liberté d'information dans 180 pays. Il reflète le degré de liberté dont jouissent les journalistes, les organismes de presse et les cybercitoyens dans chaque pays, et les efforts menés par les autorités pour garantir le respect de cette liberté.

S'il est vrai que tous ces incidents ont eu lieu en dehors de l'Union européenne, Olivier Basille a souligné qu'il n'était pas toujours nécessaire de sortir de l'Europe pour se trouver face à des violations des droits de l'homme en matière de liberté de la presse. En effet, plus de la moitié des pays de l'Union européenne se situent dans la tranche médiane de l'indice.

La Russie et l'Union européenne

La protection des lanceurs d'alerte a fréquemment été abordée dans les discussions relatives à la liberté d'expression et à la sécurité en ligne. Comme l'a expliqué Olivier Basille:

«En Europe et dans le cadre des politiques européennes, on constate un manque certain de courage civique. Dans le cas présent, c'est la Russie qui a su faire preuve de courage – nous n'avons pas été capables d'accorder l'asile à un homme qui a révélé que nous étions tous espionnés.»

Valeurs européennes

Les spectateurs, à savoir plusieurs centaines de jeunes, ont témoigné leur approbation par des applaudissements nourris.

En Russie, la situation est particulièrement difficile pour les médias. Kirill Koroteev, membre de l'organisation russe «Memorial», qui a reçu le prix Sakharov en 2009, a expliqué qu'au vu de l'évolution rapide de l'internet, il était devenu de plus en plus difficile pour le gouvernement russe de bloquer des contenus. C'est pourquoi il se contente de modifier la structure des médias. La situation des homosexuels en Russie est critiquée à l'heure actuelle, comme l'a expliqué une jeune femme présente dans l'assistance. Même la police ne fait rien pour les protéger des persécutions dont ils sont victimes.

«L'impunité de la police est probablement l'un des plus gros problèmes que connaît la Russie aujourd'hui», a déclaré Kirill Koroteev.

Le multiculturalisme et les accès de populisme

Outre l'immigration, la question du «côté obscur de la mondialisation», et plus particulièrement de la traite des êtres humains, a également été abordée. Dans un des laboratoires d'idées, les 40 participants ont été invités à proposer des idées et des solutions innovantes pour créer une Europe meilleure. L'une des idées avancées portait sur la création de points de rencontre européens, non seulement pour les citoyens jeunes et mobiles capables de se déplacer à travers l'Europe, mais aussi pour les personnes âgées et les groupes socialement exclus de la sphère publique européenne. La proposition la plus populaire a été l'introduction d'un salaire minimum dans tous les pays de l'Union et de l'enseignement gratuit pour tous. À la fin de la séance, les avis étaient partagés:

Selon Robin van Leijen, un Néerlandais de 28 ans, le multiculturalisme devrait occuper une place plus importante à l'avenir:

«Le multiculturalisme devrait être considéré comme une chance, et non pas comme une menace.»

Au sujet du multiculturalisme et des accès de populisme qui secouent l'Europe, certains participants à la rencontre EYE ont également discuté de la situation actuelle des immigrants dans l'Union européenne, à la fois dans le contexte de la traite des êtres humains et du point de vue des personnes qui quittent leur pays dans l'espoir de trouver une vie meilleure en Europe.

«J'ai trouvé le débat intéressant; je suis Italienne et vis dans les environs de Lampedusa, c'est pourquoi je suis très touchée par cette problématique que je rencontre chaque jour», a confié Sofia Valenti, avant de continuer: *«Les États membres ne peuvent résoudre ce problème seuls. L'Europe doit mener une action commune et l'Union européenne doit investir bien plus dans l'aide humanitaire.»*



Penser hors du cadre – Valeurs européennes

Voici quelques exemples des idées présentées et discutées par les jeunes participants au cours du EYE

Participation

Nous devons encourager un dialogue intergénérationnel avec la participation des jeunes – en particulier au niveau des décideurs – notamment en organisant des événements comme EYE 2014 régulièrement, au niveau régional également

Non à la haine

Le problème des crimes de haine commis contre les personnes LGBT doit être réglé à sa source afin de réduire efficacement le sentiment de haine envers les minorités;

L'Europe du peuple

Nous voulons une Union européenne qui accorde plus d'importance aux individus qu'aux banques et aux affaires;

Non à l'Europe-forteresse!

L'Europe doit respecter les droits de l'homme lors des contrôles aux frontières. Les principes de solidarité, l'éthique et la responsabilité partagée pour l'accueil des réfugiés doivent être renforcés;

Échange et expérience

Quelques idées: 1) organiser des dîners frontaliers sponsorisés par l'Union européenne, c'est-à-dire que des citoyens de deux pays seraient transportés jusqu'à une frontière commune pour partager des plats faits maison et des boissons locales tout en faisant connaissance; 2) rendre obligatoire les échanges pour les jeunes Européens afin qu'ils connaissent une autre région d'Europe et, à long terme, nouent des relations partout en Europe; 3) créer des points de rencontre européens, non seulement pour les citoyens jeunes et mobiles capables de se déplacer à travers l'Europe, mais aussi pour les personnes âgées et les groupes socialement exclus de la sphère publique européenne;

Classement du degré de démocratie

Le Parlement européen devrait publier un classement annuel du degré de démocratie des États européens. Les États qui n'atteignent pas un certain seuil seraient tenus de défendre leurs politiques devant les parlements nationaux. Dans le cas où ils ne parviendraient pas à convaincre le parlement, les transferts financiers de ces pays seraient bloqués. Le Parlement européen devrait avoir le droit de suspendre l'appartenance d'un pays à l'Union européenne si celui-ci ne respecte pas les valeurs fondamentales européennes;

Protection des valeurs

L'Europe a besoin de s'appuyer sur un code de conduite bien défini dans ses relations commerciales avec des pays tiers, en particulier ceux qui pâtissent d'une piètre réputation en matière de bonne gouvernance et de droits de l'homme. Cette règle devrait s'appliquer en particulier aux exportations d'armes. En outre, les institutions de l'Union européenne doivent bloquer toute coopération avec des dictatures (c'est-à-dire tout accord commercial), même s'il s'agit de partenaires économiques stratégiques;

Enseignement

L'enseignement devrait être gratuit pour tous, y compris à l'université. Une matière intitulée «L'Europe aujourd'hui», qui traiterait de l'histoire européenne, des valeurs, des droits de l'homme et des langues, devrait être instaurée afin d'encourager une prise de conscience commune des valeurs que nous partageons et de créer une identité européenne. L'Union européenne devrait également sponsoriser l'enseignement en ligne sur des aspects politiques et civiques accessibles à toutes les écoles et universités;

Égalité

Nous devons promouvoir l'égalité hommes-femmes à tous les niveaux de la société, ainsi que l'accès à l'enseignement et à l'emploi pour toutes les personnes, quels que soit leur sexe, leur religion ou leur appartenance ethnique.

Imposition responsable

Des taux d'imposition élevés pour les produits qui ne respectent pas les droits des travailleurs ou les règles environnementales devraient être appliqués;

Participation, inclusion et droits des jeunes

– Commentaire du Forum européen de la jeunesse

C'est en temps de crise que les valeurs de l'Union européenne sont le plus remises en question – que doit faire l'Union, que doit-elle éviter de faire, et de quelle manière? L'Union européenne devrait-elle se concentrer sur ce qu'elle a toujours fait au mieux, ou devrait-elle chercher à obtenir les meilleurs bénéfices pour la majorité des citoyens? Comment l'Union peut-elle s'assurer que les actions qu'elle entreprend n'ont pas d'effets négatifs imprévus sur ses citoyens, en particulier la prochaine génération – ses jeunes citoyens?

Le Forum européen de la jeunesse estime que, pressée de sortir de la crise, l'Union a négligé ses jeunes citoyens, qui voient aujourd'hui leurs droits bafoués. On répète aux jeunes que c'est à eux de se sortir de la crise – au moyen de stages non rémunérés et de formations coûteuses, par exemple. Le risque n'est pas seulement de voir naître une génération de jeunes perdus, c'est aussi que cette génération perde tout espoir dans l'avenir et suive pour la majeure partie le même chemin que la génération actuelle, défavorisée sur le plan socio-économique – ce qui ne fera qu'exacerber les différences existantes.

Toutefois, il est clair que les problèmes communs à toute l'Europe, comme la sécurité de l'emploi et le chômage, doivent être réglés au niveau européen. À l'heure actuelle, l'action menée au niveau européen est la plus à même de protéger les droits des jeunes Européens.

Les valeurs européennes lors de la rencontre EYE

Si l'Union européenne veut éviter l'émergence d'une génération perdue à l'avenir et rester fidèle à ses valeurs, elle doit, selon le Forum européen de la jeunesse, accomplir des progrès afin de garantir le respect des droits de ses

jeunes citoyens. Cette idée a été évoquée au cours de discussions menées pendant la rencontre EYE, notamment à l'occasion d'une table ronde du Conseil tchèque de la jeunesse sur les différents aspects de la participation et d'un débat sur la mise en place de quotas de jeunes dans l'Union européenne. Le Forum européen de la jeunesse s'est également penché sur les multiples discriminations auxquelles les jeunes homosexuels, handicapés ou défavorisés sur le plan socio-économique, notamment, sont confrontés.

Le Forum européen de la jeunesse et les valeurs européennes

Construire une nouvelle Union européenne qui reste fidèle à ses valeurs et fait en sorte que la nouvelle génération puisse faire valoir ses droits ne sera pas chose aisée. Pour cela, l'Union devra revoir sa manière d'agir et réfléchir aux conséquences de ses actes sur les générations à venir. Par exemple, l'Union devra s'assurer qu'elle tient compte de l'opinion de ses jeunes citoyens lorsqu'elle prend des mesures et adopte des législations qui les affectent. La prise de décision ne devra plus venir des hautes instances, mais être le résultat d'un processus démocratique direct. En outre, l'Union devra investir davantage dans le présent des jeunes afin de bâtir un avenir où chacun a une chance de mettre à profit son potentiel:

• Investir dans les jeunes

Le Forum européen de la jeunesse estime que les ressources de l'Union européenne devraient être utilisées afin de promouvoir une croissance économique durable sur le plan environnemental et une cohésion sociale qui mette les personnes et leurs besoins au centre des décisions qui concernent en particulier

les jeunes et leurs organisations. La nouvelle Union devrait donner la priorité à l'innovation, à la cohésion et à la jeunesse. Elle devrait plus particulièrement investir dans un enseignement de qualité, lutter contre le chômage, orienter les jeunes vers des emplois verts et soutenir les jeunes entrepreneurs.

• Un budget équilibré axé sur la croissance

Les États membres devraient s'efforcer d'équilibrer leurs budgets à moyen et à long terme sans pour autant mettre à mal l'État-providence, afin d'éviter que la jeune génération actuelle croule demain sous les dettes héritées d'aujourd'hui.

• Participation des jeunes

La meilleure façon pour l'Union de garantir les droits de ses jeunes citoyens est de faire en sorte qu'ils puissent participer au processus de prise de décisions lorsque celles-ci les concernent – nihil de nobis, sine nobis. Il est plus que jamais temps que l'Union européenne prenne des mesures concrètes pour mettre en application l'obligation, prévue par le traité de Lisbonne, d'encourager la participation des jeunes dans la vie démocratique européenne. Nous demandons notamment aux États membres de l'Union européenne de réduire l'âge minimal de vote à 16 ans pour toutes les élections, même européennes. Les partis politiques sont également invités à présenter davantage de jeunes candidats aux élections.

• Reconnaissance du Forum européen de la jeunesse

En tant que plateforme des organisations de jeunesse en Europe, le Forum européen de la jeunesse est reconnu par toutes les institutions de l'Union européenne (y compris le Parlement) comme un partenaire clé, reconnaissance qui

devrait s'inscrire dans un schéma encore plus durable. Il devrait en outre maintenir un dialogue ouvert, transparent et régulier avec ces dernières sur l'ensemble des politiques et des mesures concernant les jeunes.

• Davantage de démocratie directe

Afin de garantir une participation plus directe des citoyens européens, le Forum européen de la jeunesse soutient la création de listes électorales transnationales pour les élections du Parlement européen.

La Forum européen de la jeunesse et ses membres, des organisations de jeunesse de toute l'Europe, ne sont pas les seuls à défendre ces opinions. 240 candidats aux élections du Parlement européen et 85 députés au Parlement européen élus, tous groupes politiques et pays confondus, ont adhéré à ces idées à travers la campagne «LoveYouthFuture».





Des idées aujourd'hui pour des actions demain

L'engagement des jeunes pour une Europe meilleure

À l'approche de la fin de la rencontre des jeunes européens, les idées recueillies pour améliorer l'Europe ont été présentées par les rapporteurs durant la séance de clôture qui s'est tenue dans l'hémicycle du Parlement et transmises à la députée européenne Doris Pack, présidente de la commission de la culture et de l'éducation et représentante du Parlement européen.

Même après ce week-end intense, rempli de discussions et de débats, de jeux de rôle et de performances sportives et culturelles en direct, sans oublier les concerts et les soirées, de nombreux participants se sont réunis dans l'hémicycle le dimanche matin afin d'écouter et de commenter les idées proposées et les conclusions tirées au cours des deux derniers jours. La «clôture officielle» de l'événement a donc donné lieu à un autre débat, offrant ainsi matière à réfléchir et à alimenter encore les discussions.

Dix rapporteurs ont présenté les principales idées proposées pour les cinq thèmes de la rencontre EYE et les participants ont pu exprimer leur propre avis et émettre des suggestions.

Johanna Nyman, du Forum européen de la jeunesse, a présenté les idées proposées pour améliorer l'Europe sur le front de l'emploi des jeunes, insistant sur la responsabilité de l'Union d'agir dans ce domaine:

«L'Union devrait s'efforcer en priorité de créer des emplois de qualité pour les jeunes. Nous avons besoin d'un «New deal» européen; nous devons investir dans la jeunesse et créer un nouveau contrat social. La garantie européenne pour la jeunesse peut être une solution face au chômage des jeunes, mais davantage de ressources doivent être investies; les jeunes doivent participer à la planification, à la mise en œuvre et à l'évaluation. Le principal message que nous souhaitons transmettre est le suivant: on ne peut

pas considérer que le chômage des jeunes est un problème propre aux jeunes. C'est un problème qui touche la société dans son ensemble. Des mesures doivent être prises dès maintenant», a-t-elle déclaré.

Jean-Francois Gérard, de la chaîne ARTE, a proposé quelques idées en relation avec la révolution numérique et a indiqué que les participants à la rencontre EYE s'étaient montrés très intéressés par l'accroissement des possibilités qu'offre le numérique. La première idée était de créer un indicateur de piratage, c'est-à-dire une petite fenêtre qui, lors du téléchargement d'un fichier, indique à l'utilisateur qu'il risque d'enfreindre la législation sur le droit d'auteur. La deuxième idée était de créer un antivirus européen. Les pays mettraient en commun leurs technologies et leurs connaissances afin de créer un programme antivirus unique et abordable et de protéger les citoyens européens des virus et des logiciels espions. La troisième idée consistait à développer la démocratie numérique afin de permettre aux citoyens de voter en ligne.

Ada Reichhart a avancé quelques idées sur la viabilité de l'Union européenne, s'appuyant pour cela sur l'expérience acquise en travaillant pour la ville de Strasbourg. Elle a insisté sur l'origine sociale de la crise environnementale actuelle et sur le fait qu'elle ne devait pas se transformer également en crise économique.

Conclusion du rapport

«Nous devons modifier nos habitudes quotidiennes si nous voulons parvenir à une Europe meilleure, réduire la demande énergétique, revoir notre système de production et de consommation, investir dans la recherche pour les énergies renouvelables et nous engager en faveur de la transition énergétique.»

En ce qui concerne l'avenir de l'Europe, Paul Girard, représentant de l'Institut d'études politiques de Strasbourg et de l'École nationale d'administration (IEP/ENA), a indiqué qu'il était capital de sensibiliser les citoyens européens de tous âges aux risques liés à la transmission de leurs données personnelles en ligne. Il a également demandé l'instauration d'un système standardisé pour les élections européennes et l'établissement d'un marché commun de l'énergie afin d'éviter la dépendance vis-à-vis des pays tiers, comme la Russie, lesquels sont susceptibles de faire pression sur les États membres de l'Union.

László Földi, du Conseil de l'Europe, a partagé ses réflexions et ses idées pour une Europe meilleure sur le thème des valeurs européennes en insistant sur les questions suivantes: l'identité européenne, l'Europe dans le monde, le défi de l'Europe, les droits de l'homme, la liberté d'expression, le discours d'incitation à la haine, la participation des jeunes et les chances offertes aux jeunes.

«Les Européens doivent redéfinir le mot «européen» au XXIe siècle; l'Union est un bastion des droits de l'homme et des valeurs démocratiques et constitue, dès lors, une destination privilégiée pour les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile. C'est également une région frappée actuellement par le réveil du nationalisme, de l'extrémisme et de l'intolérance.»

Les deux modérateurs, Katarzyna Morteń, de European Youth Press, et Peter Matjašič, du Forum européen de la jeunesse, ont invité les participants à noter leurs propres idées pour une Europe meilleure et à les déposer dans les

boîtes à idées situées à l'extérieur du YO!Village. Ces idées seront affichées à l'occasion d'une exposition temporaire qui se tiendra dans la Maison de l'histoire européenne.

En début d'après-midi, alors que les participants s'apprétaient à partir, plusieurs questions demeuraient sans réponse. Pourquoi tant de députés au Parlement européen avaient-ils annulé leur participation aux débats? Où était le Président du Parlement européen, Martin Schulz? Qu'était-il arrivé à la diversité de l'Union européenne – un concept souvent abordé dans les activités, mais qui n'a pas toujours été évoqué par les intervenants? Après trois journées d'intenses discussions, il était évident que les jeunes participants souhaitaient s'engager dans la politique européenne, et si nombre d'idées pertinentes pour une Europe meilleure ont été proposées par les quelque 5 500 participants au cours de l'événement, c'est aux députés élus qu'il incombe maintenant de les mettre en œuvre.



La boîte à idées se remplit au fur à mesure de propositions pour une Europe meilleure

Faits et chiffres

5 380 Le nombre total de participants à EYE, tous âgés entre 16 et 30 ans

5 135 participants venus de l'UE

92 participants issus des pays candidats

153 participants issus des pays non membres de l'UE

600 jeunes participants à Euroscola spécial

10 000 participants aux activités du YO!Fest

500 orateurs, modérateurs, animateurs

250 bénévoles

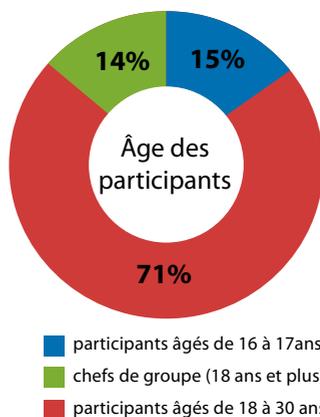
Plus de 200 activités dans différents formats

14,000 tweets #EYE2014 envoyés en 3 jours

Nationalités des participants



Âge des participants



Merci à tous les partenaires officiels du EYE2014!



Site webEYE

<http://www.eyeye2014.eu>

EYE sur facebook

<http://epfacebook.eu/eyeye2014>

EYE sur twitter

https://twitter.com/EP_YouthEvent

#EYE2014

Regardez la retransmission

<http://www.europarl.europa.eu/eyeye2014/fr/streaming/streaming.html>

Rapport élaboré par European Youth Press avec les commentaires du Forum européen de la jeunesse, juin 2014

